



INSTITUTION INTERDÉPARTEMENTALE
DU BASSIN DE L'ORNE
La gestion concertée de l'eau

SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ORNE MOYENNE

ETAT DES LIEUX

PECHE TOURISME LOISIRS

LISTE DES CARTES

- 1) Activités de loisirs liées à l'eau
- 2) Pratique de la Pêche de loisirs
- 3) Pratique du canoë-kayak

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Linéaires de cours d'eau en gestion par les AAPPMA	40
Annexe n°2 : Evolution typologique et des effectifs de pêcheurs	41

TABLE DES MATIERES

1.	Contexte réglementaire	5
1.1.	GÉNÉRALITÉS	5
1.2.	CODE DE L'ENVIRONNEMENT	6
1.3.	ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE* (DÉCRET DU 25 NOVEMBRE 1997)	7
1.4.	SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (S.D.A.G.E.) DU BASSIN SEINE NORMANDIE	7
2.	Acteurs communs	8
2.1.	POLICE DE GESTION DES EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	8
2.2.	ELECTRICITÉ DE FRANCE (E.D.F.) : GESTIONNAIRE DES BARRAGES DE RABODANGES ET DE SAINT-PHILBERT-SUR-ORNE.....	8
3.	Activité toustique	9
3.1.	PRINCIPAUX ACTEURS DE LA GESTION ET VALORISATION TOURISTIQUE DES BASSINS VERSANT	9
3.2.	PARTENARIAT FINANCIER.....	10
3.3.	ATOUTS GÉOGRAPHIQUES ET PAYSAGERS ET GRANDS PÔLES ATTRACTIFS.....	11
3.4.	FRÉQUENTATION TOURISTIQUE	11
3.5.	INFRASTRUCTURES DE RESTAURATION ET D'HÉBERGEMENT EN BORDURE DE COURS D'EAU	12
3.6.	GRANDS PROJETS TOURISTIQUES	12
4.	Pêche de loisirs.....	14
4.1.	PEUPELEMENTS PISCICOLES	14
4.2.	PRINCIPAUX ACTEURS DE LA PÊCHE	15
4.3.	RÉGLEMENTATIONS SPÉCIFIQUES.....	16
4.4.	PRATIQUANTS ET FRÉQUENTATION.....	19
4.5.	LIEU D'EXERCICE	20

5.	Activités nautiques	27
5.1.	CANOË-KAYAK SPORTIF OU DE LOISIRS	27
5.2.	NAVIGATION ET CANOTAGE	34
5.3.	BAIGNADE	35
6.	Chasse* au gibier d'eau	36
6.1.	PRINCIPAUX ACTEURS	36
6.2.	RÉGLEMENTATION SPÉCIFIQUE LIÉE À L'EXERCICE DE LA CHASSE	37
	ANNEXES	40
	GLOSSAIRE	42

La pratique de loisirs associés à l'eau est **en expansion** depuis plusieurs années. Son développement se traduit par une **fréquentation de plus en plus importante des abords des rivières** et une attractivité croissante liées à la **diversification de l'offre** des activités proposées: pêche sportive, navigation de plaisance, sports en eau vive, randonnées au bord de l'eau, etc.

De cet usage, plus ou moins direct de l'eau et des milieux aquatiques, découle un **atout touristique et économique**, dont l'ampleur est proportionnelle au niveau d'aménagement réalisé sur le territoire (infrastructure d'accueil, parcours, balisage,...).

Selon leurs caractéristiques d'exercice, les activités de loisirs et de tourisme liées à l'eau tirent un **bénéfice plus ou moins direct de la présence d'eau superficielle**, par l'utilisation de l'eau comme **milieu physique porteur** (nautisme, baignade), par **prélèvement sur les milieux aquatiques*** (chasse au gibier d'eau, pêche de loisirs) et/ou par **utilisation des berges riveraines** comme agrément paysager pour accéder à l'eau.

Le territoire du S.A.G.E. est le lieu de pratique d'une grande diversité d'activités ludiques ou sportives en liaison directe avec l'eau douce ou pratiquée depuis la rive : pêche de loisir, pratique du canoë kayak, randonnée pédestre ou cycliste, chasse au gibier d'eau etc. Si ces activités ont pour principale caractéristique d'être **exigeantes vis-à-vis de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques**, elles sont très **différentes dans leur mode d'usage de la ressource**. Le présent document s'attache à caractériser l'importance de ces activités sur le territoire du SAGE et les possibles interactions entre leur pratique, la ressource en eau et /ou les milieux aquatiques.

1. Contexte réglementaire

1.1. Généralités

En France, la réglementation commune aux différentes activités de loisirs et à l'eau est essentiellement issue de la loi n°92-7 sur l'eau du 3 janvier 1992, intégrée en 2000 au Code de l'Environnement.

D'un **point de vue sanitaire**, les activités de loisirs liées à l'eau peuvent occasionner des **contacts avec l'eau de la rivière**, mais il n'existe **pas de normes réglementaires relatives à la qualité de ces eaux** validant leur pratique, exceptée pour les eaux dites de baignade.

Chaque catégorie d'activité est régie par des réglementations spécifiques qui ne sont pas forcément en rapport avec la présence d'eau dans leur contexte d'exercice. Les **activités de pêche** et de chasse sont régies par le **Code rural français** ; certaines activités reposent sur la réglementation liée à l'encadrement, à l'**accueil et à la sécurité des pratiquants**.

1.2. Code de l'Environnement

1.2.1. L'eau est un bien commun à tous

Le Code de l'Environnement énonce dans son article L.210 – 1 que « *L'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis* ». Ce principe justifie notamment que tout pratiquant ait le droit en respectant les réglementations en vigueur d'**user de l'eau de la rivière** comme support de son activité. Ce qui est vrai pour l'eau ne l'est pas pour les rives et les fonds du cours d'eau.

1.2.2. Droit de propriété des berges*

Un certain nombre des activités dépendent des **droits de propriété et d'usage des riverains** (articles L.215-1 à L.215-6), eu égard l'utilisation des berges de cours d'eau pour **accéder à la rivière** (embarcation) ou **la longer** (parcours pêche, randonnée, chasse au gibier d'eau, etc.) : les cours d'eau du territoire du S.A.G.E. sont **non domaniaux***, leurs rives sont régies par le **droit privé** et ne sont donc accessibles au public qu'après concertation et entente avec les propriétaires riverains (privés ou publics).

1.2.3. Gestion équilibrée de la ressource et conciliation des usages

L'article L. 211-1 implique les usagers de l'eau à des fins de loisirs dans un principe de **gestion équilibrée et durable de la ressource**. Il s'agit d'exercer son activité sans engendrer d'impacts dommageables à la qualité physique, chimique et biologique de la ressource et des milieux aquatiques sans nuire aux autres usages. Les pratiques doivent être conduites de manière à permettre de « *satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences* :

- *de santé publique, salubrité publique, de sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;*
- *de la vie biologique du milieu récepteur et spécialement de la faune piscicole** ;
- *de la conservation et du libre écoulement de l'eau et de la protection contre les inondations ;*
- *de l'agriculture, des pêches et cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques, ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées. »*

La **conciliation** doit donc s'opérer **entre usages de loisirs et autres usages** mais aussi entre les différentes catégories d'usages de loisirs.

1.2.4. Interventions du Préfet

Le Préfet dispose d'une **compétence d'arbitrage local entre usagers** : l'article L.214 -12 rappelle que le Préfet peut après *concertation* « *réglementer sur les cours d'eau ou parties de cours d'eau non domaniaux la circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés ou la pratique du tourisme, des loisirs et des sports nautiques afin d'assurer les principes mentionnés à l'article L. 211-1* ».

Par exemple, lorsque la situation hydrologique le nécessite et notamment en cas de sécheresse, les Préfets peuvent être amenés à prendre des **arrêtés de limitation ou d'interdiction d'usage**, pouvant concerner les activités de loisirs liés à l'eau : la création et la mise en eau de plans d'eau, la gestion des ouvrages sur le cours d'eau * et des biefs, le canotage en rivière, les greens des golfs et l'approvisionnement des mares à gabions par prélèvement des eaux de surface ont été d'ores et déjà visés par des arrêtés (dans le Calvados en 1990,1992,1996, 1997, dans l'Orne en 1992,1996, 1997, 1998, 2003).

1.2.5. Déclaration ou autorisation de certaines activités

Le Code de l'Environnement prévoit un régime spécial de déclaration ou d'autorisation de certaines activités avant leur création ou leur extension en vue d'assurer une mise en œuvre de ces activités salutaires pour l'environnement : cette réglementation peut concerner des installations de loisirs (L.214-1 à L.214-13 du Code de l'Environnement) qu'il s'agisse de **plans d'eau, d'aménagement du lit des cours d'eau ou d'infrastructures spécifiques** (piscines, golf).

1.3. Arrêté préfectoral de protection de biotope* (décret du 25 novembre 1997)

Ces arrêtés réglementaires permettent de **protéger des milieux peu utilisés par l'homme**, en général sur une partie localisée d'un département. Les arrêtés **réglementent les activités humaines** sur des territoires variés afin de **permettre la conservation des biotopes**. Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope sur l'**Orne** (1994), le **Noireau** (1995), la **Rouvre** (1986), la **Baize** (1992) et le **Marais du Grand Hazé** (1987) représentent un linéaire de cours d'eau et d'affluents protégés de 150 kilomètres de cours d'eau et un marais de 171 hectares (pour plus d'informations sur cet outil réglementaire, se référer au document thématique « Milieux Naturels »).

1.4. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Seine Normandie

Ce schéma, approuvé par arrêté préfectoral n° 96-1868 du 20 septembre 1996, définit plusieurs **orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau**. Ces orientations, qui doivent guider la réflexion du S.A.G.E., concernent aussi les usagers de loisirs en liaison avec l'eau.

Le S.D.A.G.E. préconise de :

- Restaurer les fonctionnalités de la rivière et de ses annexes,
- Adapter l'entretien de la rivière à ses caractéristiques,
- Restaurer le patrimoine biologique,
- Gérer les ouvrages hydrauliques en préservant la vie aquatique,
- Assurer la protection biologique et physique du milieu littoral,
- **Favoriser les loisirs aquatiques dans le respect des équilibres naturels.**

2. Acteurs communs

2.1. Police de gestion des eaux et des milieux aquatiques

La **Mission Inter Services Eau de l'Orne** et le **Pôle de Compétence Eau du Calvados** coordonnent sur leur département les services de l'Etat pour le compte du Préfet, dans le domaine de la réglementation et de l'Eau notamment.

La Direction Départementale de l'Equipeement du Calvados et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne exerce la mission de police des eaux sur le bassin de l'Orne.

Les Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne et du Calvados sont chargées de la Police de la Pêche dans les cours d'eau non domaniaux.

Les Conseils Départementaux d'Hygiène sont consultés sur toutes les questions intéressant la santé publique et la protection sanitaire de l'Environnement. Ils comprennent des représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des experts et des usagers.

2.2. Electricité De France (E.D.F.) : gestionnaire des barrages de Rabodanges et de Saint-Philbert-sur-Orne

Le **barrage de Rabodanges** se situe sur territoire du S.A.G.E., sur les communes de Saint-Aubert-sur-Orne et Rabodanges, et en constitue sa limite amont. Sa présence et son mode de gestion génèrent à son aval **des conséquences sur le débit de l'Orne**. Ce barrage, construit en 1961, est exploité par Electricité de France, à des fins de **production d'électricité grâce à l'énergie motrice de l'eau**. En amont du barrage, une retenue de 6 kilomètres de long remonte jusqu'en aval de Putanges-Pont-Ecrepin.

L'**usine hydroélectrique de Rabodanges** fonctionne en éclusées*, c'est-à-dire qu'elle produit de l'énergie en fonction de la demande du réseau électrique et des débits entrant dans la retenue située en amont. Ce principe de fonctionnement **provoque des variations de débits brusques et artificielles**.

Afin de **compenser ces variations de débit**, un **barrage de compensation** a été construit en aval de l'usine hydroélectrique sur la commune de Saint-Philbert-sur-Orne. Le fonctionnement de ces ouvrages est rappelé dans le document thématique « Gestion quantitative de l'Eau » de l'état des lieux du S.A.G.E.. La gestion de ces ouvrages résulte de la prise en compte des débits d'exploitation, des débits réservés et de la variation annuelle du débit de l'Orne : elle peut engendrer des variations plus ou moins rapide des niveaux d'eau en aval des retenues et conditionner certains usages de loisirs.

La pratique sportive en eau vive sur le cours de l'Orne est très dépendante de la gestion de ces ouvrages.

3. Activité touristique

Le territoire du S.A.G.E. est **situé au cœur de la Suisse Normande, secteur rural** bénéficiant d'atouts géographiques et paysagers générant une activité de **tourisme-nature** et une **économie locale** non négligeable.

3.1. Principaux acteurs de la gestion et valorisation touristique des bassins versant

3.1.1. Comités départementaux de tourisme

Emanant des Conseils Généraux, les Comités Départementaux du Tourisme de l'Orne et du Calvados préparent et mettent en oeuvre les politiques touristiques départementales. Ils encadrent les activités locales des **6 offices de tourisme et des syndicats d'Initiatives**. Ils produisent des documents prospectifs tels que les **schémas départementaux de développement touristique** ou des schémas départementaux plus thématiques : loisir nautique, tourisme, pêche, etc..

Le **schéma de développement de la filière nautique sur le territoire du Calvados** prévoit de valoriser le département au travers de ses atouts liés aux eaux douces et littorales dans le cadre de la mise en oeuvre d'un programme d'actions de 6 ans. Le **Schéma de Développement du Tourisme Pêche de l'Orne** a été élaboré en collaboration avec la Fédération de Pêche de l'Orne.

Les **Comités Départementaux du Tourisme** ont également un rôle d'**observatoire des données statistiques touristiques**.

3.1.2. Collectivités gestionnaires des Pays

Les **collectivités gestionnaires des Pays** associent le tourisme au développement local ; trois périmètres de pays se dessinent sur le territoire du SAGE : le pays du Bessin-Bocage (Villers Bocage) et le **pays de Caen** dans le Calvados, le **pays du Bocage** dans l'Orne. Parallèlement à cette démarche formelle de périmètre, les travaux d'élaboration des chartes sont en cours. La charte de pays est un document de référence qui détermine la stratégie du territoire en matière de développement économique, de gestion de l'espace et d'organisation des services à l'horizon des dix prochaines années, en identifiant les principes et moyens d'action nécessaires. En 2002, les chartes sont à l'étape de projet : celle du bocage ornaïen devait être soumise aux collectivités.

3.1.3. Collectivités locales

Si la majeure partie des investissements locaux sont à l'initiative de privés, les maîtres d'ouvrage et investisseurs de projets globaux en matière de loisirs liés à l'eau et au tourisme sont souvent les collectivités locales, communes ou groupements intercommunaux : on en recense deux intercommunalités actives en matière de projets touristiques sur le territoire du S.A.G.E..

Sur le bassin de l'Orne, les **Communauté de Communes de la Suisse Normande et du Pays de Falaise** mettent en valeur leur territoire et font la promotion de la Suisse Normande en tant que lieu touristique et de loisirs. Le service Environnement de la Communauté de Communes de la Suisse Normande entretient et développe un réseau de sentiers de randonnées pédestres et à VTT (balisage, ouverture de chemin, etc.) et s'implique dans les aménagements touristiques de son territoire au titre de conseil technique. Cette intercommunalité est par ailleurs propriétaire du Centre d'hébergement du Traspy. Elle a proposé dans le cadre de l'Opération Grand Site de la Suisse Normande, définie dans Plan Régional d'Aménagement, un programme de développement de son activité économique touristique.

Sur le bassin de la Rouvre, la **Communauté de Communes du Bocage d'Athis** entretient et développe un réseau de sentiers de randonnées pédestres et à VTT (balisage, ouverture de chemin, etc.). Elle est :

- propriétaire de 3 gîtes d'étape ;
- maître d'ouvrage d'un projet touristique de grande envergure autour du site de la Roche d'Oëtre, présenté ci après ;
- maître d'ouvrage d'un programme de travaux de valorisation sportive de la vallée de la Rouvre en collaboration avec les acteurs locaux de l'activité canoë-kayak.

3.2. Partenariat financier

Le fonctionnement des Offices de Tourisme est généralement financé par les collectivités locales, mais peut être aidé par les Conseils Généraux, l'Etat et ponctuellement par d'autres partenaires. Une convention établie entre les Départements et le Comité Départemental fixe l'ensemble des moyens mis à la disposition du Comité en contrepartie de sa mission d'intérêt général de développement touristique.

Les dossiers de projets spécifiques sont généralement présentés par les opérateurs touristiques à l'Etat et à la Région. En 2002, le **4^{ème} contrat de plan Etat-région**, signé le 21 février 2000, permet de mutualiser avec les fonds structurels européens plus de 12 milliards de francs de crédits afin d'encourager le développement de la Basse-Normandie et de renforcer la cohésion de notre région. Il constitue un cadre de référence de l'action publique pour sept années et prévoit entre 2000 et 2006 au titre du développement économique, une enveloppe financière pour le développement d'actions touristiques de 60 millions dont la moitié pour l'Etat, et l'autre pour la Région (les autres collectivités ne sont pas bénéficiaires de cette ligne).

Le contrat de plan ne recouvre qu'une partie des possibilités d'intervention des partenaires publics. L'Union européenne, l'Etat et ses établissements publics, le Conseil Régional de Basse Normandie et les autres collectivités locales peuvent aussi intervenir en fonction de leurs domaines de compétence et de leurs politiques. Les Conseils Généraux du Calvados et de l'Orne, au travers de leur **Schéma départemental des espaces naturels** sensibles valorisent des espaces naturels et définissent les moyens techniques à mettre en œuvre pour leur aménagement, leur gestion et leur ouverture au public (pour plus d'informations sur cet outil réglementaire, se référer au document thématique « Milieux Naturels »). Le Conseil Général de l'Orne met en place un nouveau **schéma départemental touristique** avec un développement orienté vers la nature et la découverte ; il apporte aussi des financements à l'hôtellerie et à la restauration.

En 2002, la politique d'aménagement du territoire du Conseil Régional de Basse Normandie vise une redynamisation des espaces ruraux et propose **des contrats de "Pôles intercommunaux"** et de **"Coeurs de bourgs"** qui consolident le rôle de pôle économique et touristique de nombreuses communes et communautés de communes bas-normandes.

3.3. Atouts géographiques et paysagers et grands pôles attractifs

Les vallées profondes, versants abrupts, gorges et rivières du territoire du S.A.G.E. attirent de nombreux touristes. Ces sites sont propices à la détente et à la pratique **de loisirs et sports de pleine nature**.

La [carte n°1](#) montre que les secteurs les plus touristiques se concentrent autour de **deux bassins versants* stratégiques**, la **vallée de l'Orne** dans le Calvados, avec les secteurs de Thury- Harcourt, Clécy et Pont d'Ouille et le **bassin de la Rouvre** dans l'Orne, au niveau du site de la Roche d'Oëtre et du Marais du Grand Hazé. Ces vallées et leur environnement naturel constituent des **éléments essentiels de l'économie locale**.

Le secteur bénéficie de la **proximité de la Grande Bretagne, de Paris, de l'agglomération Caennaise, des Iles anglo-normandes et du littoral normand et de petites villes alentours** (Condé-sur-Noireau, Falaise, Flers) : l'ensemble constitue un réservoir de visiteurs et de pratiquants de loisirs non négligeable.

3.4. Fréquentation touristique

La Normandie est la 8^{ème} région de destination des touristes français avec **5,3 % de part de marché** des séjours. Elle se situe en 4^{ème} destination pour les **courts séjours** (Comité Régional du Tourisme, 2002).

En saison estivale touristique 2002, **13 865 visiteurs** ont été accueillis dans les offices de tourisme de la Suisse Normande. La clientèle est à **60 % une clientèle individuelle**, la clientèle de groupe étant principalement constituée de personnes plus âgées, de centres de vacances et de scolaires. Le tourisme en provenance de l'étranger est estimé à 26 % sachant que la population britannique en résidence secondaire sur le territoire du S.A.G.E. est en constante progression. La population française vient en grande partie de l'agglomération caennaise, du Havre, de Rouen ainsi que de l'Ouest de la région parisienne. Les touristes étrangers proviennent majoritairement de **Grande Bretagne, puis des Pays Bas, d'Allemagne et de Belgique**. Il est à noter que **73% des demandeurs d'informations** en office de tourisme se sont **intéressés aux loisirs sportifs en août 2002**, (44% en juillet), ce qui souligne l'engouement pour les sports nature en Suisse Normande.

Les demandes de renseignement dans les offices de tourisme montrent que l'activité touristique est caractérisée par une **saisonnalité de la fréquentation**. La proximité de la région parisienne et des villes alentours a pour effet d'étaler davantage cette fréquentation en avant et arrière-saison et grands week-ends sans que cela se traduise par des effets mesurables au niveau des réservations dans l'hébergement marchand (allers-retours journée et résidence secondaire).

3.5. Infrastructures de restauration et d'hébergement en bordure de cours d'eau

Les données présentées ci-dessous ne concernent que le département du Calvados.

La Suisse Normande propose une capacité d'accueil de **2 845 lits** (47 % en camping et 27 % en gîte). Les activités de loisirs génèrent le **développement d'infrastructures d'accueil sur les rives du fleuve Orne** : campings, bungalows, bars et guinguettes. Les guinguettes se concentrent majoritairement sur le site de Clécy. **7 établissements privés** proposent une double activité de restauration souvent rapide (environ 540 couverts dont 80 se situent à Clécy) et de **location d'embarcations** (pédalos, barques, canoës) : trois de ces établissements font partie de l'Association « Suisse Normande Canoë ».

En région Basse-Normandie, près de 40% des résidences secondaires sont localisées en milieu rural : leur implantation est importante en Suisse Normande. Des **zones habitats temporaires et sommaires** sur des terrains privés bordant l'Orne se concentrent sur les secteurs de Saint-Martin-de-Sallen au niveau de la boucle du Hom, du Vey, à Esson, Caumont-sur-Orne et à Saint-Rémy-sur-Orne. Cet habitat est constitué majoritairement de cabanons, caravanes, bungalows accueillant les propriétaires riverains le week-end ou durant les vacances.

La **volonté politique locale de développer l'activité touristique** et de désenclaver la Suisse Normande s'est traduite par la décision de construire une deux fois deux voies Caen- Thury-Harcourt-Condé sur Noireau-Flers.

3.6. Grands projets touristiques

L'élaboration et la mise en œuvre d'un **plan vélo** dans le Calvados par le Conseil Général du Calvados a permis de définir un réseau d'itinéraires cyclables desservant l'ensemble du territoire départemental.

La **Communauté de Communes du Bocage d'Athis** est maître d'ouvrage d'un projet touristique de construction d'un **bâtiment d'accueil touristique et d'information sur le site naturel remarquable de la Roche d'Oëtre**. Ce bâtiment hébergera, dans le cadre paysager privilégié du bassin versant de la Rouvre (département de l'Orne) un ensemble d'espaces et de services pour le public : centre d'accueil et d'orientation, espaces d'expositions permanentes et temporaires, salle multimédia de projection et de conférence, librairie boutique, restauration, etc. L'objectif sera de réorganiser l'approche touristique du lieu et de livrer aux visiteurs les clefs de compréhension du paysage en place et des mécanismes naturels qui ont façonné la géographie du site.

En résumé ...

Le territoire du S.A.G.E. bénéficie de **4 principaux pôles touristiques**, situés autour des **vallées de l'Orne et de la Rouvre** : l'attrait touristique de ces secteurs ruraux réside dans la qualité paysagère des sites naturels remarquables, ainsi que dans l'existence d'infrastructures d'accueil et d'activités sportives ou de loisir nature organisées. La fréquentation actuelle de ces sites constitue un des **pivots de l'économie locale**.

La volonté unanime des acteurs locaux offre la **perspective d'un développement du tourisme pleine nature** pour le moment essentiellement estival, porté par le dynamisme des collectivités locales, des associations et des prestataires de service privé.

L'activité touristique génère cependant le **développement d'un urbanisme en bordure du fleuve Orne**. Des rejets* notamment d'eaux usées domestiques* se concentrent sur certains secteurs où les solutions techniques d'assainissement ne sont pas les plus simples.

4. Pêche de loisirs

4.1. Peuplements piscicoles

4.1.1. Catégories piscicoles des cours d'eau

Les cours d'eau sont classés en deux catégories piscicoles au titre des articles L 236-4 et R 236-62 à R 236-66 du code rural. La **1^{ère} catégorie** comprend les cours d'eau **peuplés principalement de salmonidés** et ceux sur lesquels il paraît souhaitable d'assurer une protection spéciale des poissons de cette espèce.

La **2^{ème} catégorie** comprend tous les autres cours d'eau, canaux et plans d'eau sur lesquels **prédominent les espèces cyprinicoles**. Des décrets pris en conseil d'Etat fixent les conditions des pratiques de la pêche sur ces secteurs. L'emprise géographique des deux catégories indique d'une façon globale les espèces ou les peuplements piscicoles présents dans les cours d'eau.

Le bassin de l'Orne possède un réseau hydrographique diversifié d'environ 825 kilomètres sur le territoire du S.A.G.E. (30 % de cours principaux : Orne, Noireau, Rouvre, 70 % d'affluents). La richesse de ce réseau est propice à la pratique de la **pêche de loisirs de poissons carnassiers sur le cours de l'Orne, classé en 2^{ème} catégorie** (poissons blancs et carnassiers dominants) et **de truites sur les affluents, classés en 1^{ère} catégorie**.

4.1.2. Potentialités du territoire pour la colonisation par les grands migrateurs

L'Orne est aussi classée rivière à poissons migrateurs* pour la Truite de mer et le Saumon Atlantique, sur le département du Calvados et de l'Orne, en aval du barrage de Rabodanges. La **Rouvre** est également classée rivière à poissons migrateurs pour le Saumon Atlantique en aval du Pont de la D924 sur les communes de Briouze et de Saint Hilaire de Briouze

Les capacités physiques du bassin de l'Orne en **production de salmonidés migrateurs** sont estimées à **4 200 adultes** dont **62% de truites de mer** et **38% de saumons**.

Les populations de saumons et de truites de mer de l'Orne ne correspondent en 2002 qu'à **14% des potentialités du bassin**, malgré l'accessibilité et les équipements permettant le franchissement des ouvrages sur sa partie moyenne et aval du cours d'eau. Des secteurs du bassin de l'Orne restent encore inaccessibles, les conditions de reproduction et de croissance des juvéniles sont assujetties à des perturbations.

Le peuplement de saumon a été soutenu en 1995 par une **opération de repeuplement sur le bassin de l'Orne**. 130 000 poissons alevinés sur l'Orne et ses affluents ont été ensemencés sur les radiers du bassin ; cet ensemencement a permis le maintien actuel d'une **population d'à peine 100 individus**.

Afin de se rapprocher du potentiel de production de saumon du bassin et dans le but à terme d'ouvrir la pratique de la pêche de cette espèce sur l'Orne, le Conseil Supérieur de la Pêche propose la **mise en œuvre à court terme d'un nouveau plan quinquennal de repeuplement**. La réouverture à terme de la pêche du saumon sera elle aussi un **atout pour le tourisme** dans la vallée de l'Orne.

Des éléments de caractérisation du peuplement piscicole et de sa gestion figurent dans le document thématique « Milieux Naturels » .

4.2. Principaux acteurs de la pêche

4.2.1. Pêcheurs : **Fédérations Départementales de l'Orne et du Calvados pour la pêche et la protection du milieu aquatique et Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (A.P.P.M.A.)**

Ces structures sont des associations d'utilité publique*, chargées sous la tutelle du Préfet de **mettre en œuvre une politique de gestion et de prévention des milieux aquatiques**. Elles organisent la **pêche associative**, la prévention contre les agressions à l'encontre des milieux aquatiques, la promotion et le développement du loisir pêche. Ce sont les acteurs centraux du développement de la pêche et de la préservation des ressources piscicoles et des habitats ; elles prennent part activement à la détermination de la politique locale de l'eau et aux opérations d'aménagement, de restauration * et d'entretien des cours d'eau* (maîtrise d'ouvrage ou travaux en régie) et sont propriétaires de linéaires plus ou moins importants de cours d'eau.

10 **Associations Agréées pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques (AAPPMA)** sont le lien incontournable entre le pêcheur et la pratique de la pêche : **l'adhésion est obligatoire pour pouvoir pratiquer la pêche**. Vivant de la qualité des milieux aquatiques, ces associations sont directement concernées par l'évolution de ceux-ci. Elles ont des responsabilités réglementaires dans la gestion locale et concrète de la faune piscicole. Ces associations sont réparties sur les territoires des Fédérations de l'Orne et du Calvados pour la pêche et la protection des milieux aquatiques. Deux associations situées en dehors du territoire disposent de lots situés sur le bassin de l'Orne (Union Gaule et Gardon Caennais) et de la Rouvre (La Fertoise). L'**annexe n°1** liste ces associations et indiquent leur domaine d'intervention.

4.2.2. **Conseil Supérieur de la Pêche**

Le **Conseil Supérieur de la Pêche (CSP)** constitue un établissement public administratif, technique et scientifique sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable qui a la double mission de **conduire les actions de surveillance du milieu aquatique** et de **développer et coordonner les programmes de restauration et de valorisation du patrimoine piscicole** engagés par les fédérations de pêche.

Il emploie les agents techniques de l'Environnement des brigades départementales, chargés d'assurer la police de la pêche et de l'eau et s'appuie sur des ingénieurs et techniciens qui travaillent à la réhabilitation des milieux et conseillent de nombreux partenaires locaux. La délégation régionale du CSP coopère avec les Services de l'Etat chargés de la police de la Pêche et joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la politique de gestion et de mise en valeur des milieux aquatiques, notamment en ce qui concerne les programmes de restaurations des migrateurs. Elle contribue également à la collecte et à l'exploitation des données du milieu aquatique.

Il centralise le produit de la **taxe piscicole** prévue à l'article L.236-1 du Code Rural pour la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole national. Ses missions sont détaillées de l'article 234-1 à 234-21 du Code Rural.

4.3. Réglementations spécifiques

La pêche est réglementée en droit français par le Code de l'Environnement et le Code Rural. Le Code de l'Environnement a intégré la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles, ayant énoncé les grands principes régissant la pratique de la pêche de loisir.

Le Code de l'Environnement régit les pratiques et périodes de pêche. Le titre III du Code de l'Environnement régit la pêche en cours d'eau, canaux, ruisseaux, plans d'eau avec lesquels ils communiquent, en amont de la limite de salure des eaux. Les eaux closes (étang de pêche non lié à un cours d'eau) sont réglementées par le droit de la propriété privée.

4.3.1. Droit de pêche obligation de participation à la gestion équilibrée des ressources piscicoles

Ne peuvent pratiquer que les pêcheurs détenteurs d'un **droit de pêcher***, lié à l'obligation d'adhésion à une des **Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique** (AAPPMA) et au paiement d'une taxe piscicole.

Sur les cours d'eau non domaniaux*, la propriété des berges étant privée, le propriétaire des berges est détenteur d'un **droit de pêche**. L'article L. 433-3 du Code de l'Environnement énonce que l'exercice d'un droit de pêche engendre une **obligation de gestion des ressources piscicoles**.

L'article L. 432-1 du Code de l'Environnement prévoit que cette obligation peut **être prise en charge par une association agréée de pêche ou par la fédération départementale avec l'accord du propriétaire**, qui en contrepartie exerce gratuitement le droit de pêche sur une durée fixée par convention. Le non respect de cette obligation peut entraîner une réalisation d'office des travaux par l'administration aux frais de l'association ou de la fédération qui l'a prise en charge.

4.3.2. Droit de pêche

Le linéaire précis d'exercice du droit de pêche des dix A.A.P.P.M.A. n'est pas une donnée clairement connue : les chiffres présentés dans le tableau en **annexe n°1** reprennent les données estimatives transmises par certains Présidents d'A.A.P.P.M.A. et par les Fédérations de Pêche et ne peuvent être prises en compte qu'à titre d'ordre de grandeur très approximatif.

Le nombre de **conventions ou baux de pêche** effectivement signés avec les propriétaires ayant concédé leur droit, ainsi que les linéaires de berges associés et les durées de cession, n'ont pas été communiqués.

L'estimation révèle l'exercice associatif ou fédéral d'un droit de pêche sur **26 % du linéaire de cours d'eau** (sur la base du linéaire de cours principal et d'affluents énoncés dans les Plans Départementaux Pêche Gestion du Calvados et de l'Orne).

4.3.3. Obligation de participation à la gestion équilibrée et à la protection des ressources piscicoles et des outils de gestion

L'exercice du droit de pêche par une A.A.P.P.M.A. ou une fédération de pêche engendre le **transfert de l'obligation de protection et de gestion** des ressources piscicoles. Cette obligation comporte l'établissement d'un **plan de gestion** (article L 433-3 DU Code de l'Environnement).

Sur le territoire du S.A.G.E., les deux Fédérations de Pêche ont élaboré les plans de gestion globale, inscrits dans un document cadre : le **Plan Départemental pour la protection du Milieu Aquatique et la gestion des Ressources Piscicoles (P.D.P.G.)** : la mise en œuvre des actions prévues aux plans devrait permettre une gestion équilibrée des ressources piscicoles sur l'ensemble du linéaire de cours d'eau du bassin et aboutir notamment à restaurer l'habitat piscicoles. Le P.D.P.G. fixe un **cadre commun d'actions aux détenteurs du droit de pêche** pour les inciter à **suivre des règles de gestion cohérentes**. Le Conseil Supérieur de la Pêche au montage des plans de gestion.

Les **P.D.P.G.** ont été validés en **août 2000 dans le Calvados et en juin 1998 dans l'Orne**.

Sur la base du P.D.P.G., les Fédérations pour la pêche et la protection du milieu aquatique affichent leur volonté politique de mener à bien la restauration des milieux aquatiques vers un état de conformité, en présentant ses choix de gestion patrimoniale dans le **Programme des Actions Nécessaires (P.A.N.)**, qui indique par contexte le mode de gestion retenu, les actions programmées à cinq ans, le gain attendu de poissons adultes de l'espèce repère, le gain de fonctionnalité à l'issue du programme, le niveau de fonctionnalité à atteindre, une estimation du coût du programme. Les **P.A.N.** des Fédérations du Calvados et de l'Orne ont été **validés en 2001**.

L'évaluation de la mise en œuvre des PDPG est difficile : il n'existe pas de tableau de bord permettant l'évaluation de l'état d'avancement des actions prévues

4.3.4. Pratique de la pêche et financement de la gestion et de la protection des ressources piscicoles

L'article L.430-1 du Code de l'Environnement énonce que « La protection du patrimoine piscicole implique une gestion équilibrée des ressources piscicoles dont la pêche, activité à caractère social et économique, constitue le principal élément ».

Le Code de l'Environnement confie aux fédérations et associations piscicoles la mise en valeur du patrimoine piscicole et la protection du milieu aquatique et énonce pour leur mise en œuvre les deux principes qui régissent la pratique de la pêche de loisir :

- **Tout pêcheur doit adhérer à une association piscicole agréée** dite « Association Agréée pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques » (AAPPMA) pour pratiquer son loisir.
- **Tout pêcheur doit acquitter une taxe piscicole** dont le montant est fixé par décret annuel publié au Journal Officiel et qui permet la mise en valeur et la protection du milieu aquatique.

Les pêcheurs peuvent pratiquer sur le domaine public ou sur les lots gérés par les AAPPMA locales ou par les fédérations de pêche lorsqu'ils ont adhéré à une AAPPMA et lorsqu'ils ont acheté une carte de pêche. Le prix de vente de la carte comprend d'une part une taxe piscicole servant à Conseil Supérieur de la Pêche et à la surveillance des rivières effectuée par les gardes-pêche et d'autre part la cotisation statutaire, participation aux actions des associations et de la Fédération départementale.

Différentes formules de cartes de pêche sont proposées selon les modes de pêche pratiqués, les poissons pêchés et la catégorie piscicole : cartes complètes, réduites, jeunes, vacances et journalières.

4.3.5. Décret n°2002-965 du 2 juillet 2002

Ce décret **renforce les pouvoirs du préfet en matière de protection du patrimoine piscicole**. Le préfet peut notamment, par arrêté motivé, lorsque les caractéristiques locales du milieu aquatique justifient des mesures particulières de protection du patrimoine piscicole, interdire la pêche d'une ou plusieurs espèces de poissons dans certaines parties de cours d'eau ou de plans d'eau, pendant une durée qu'il détermine.

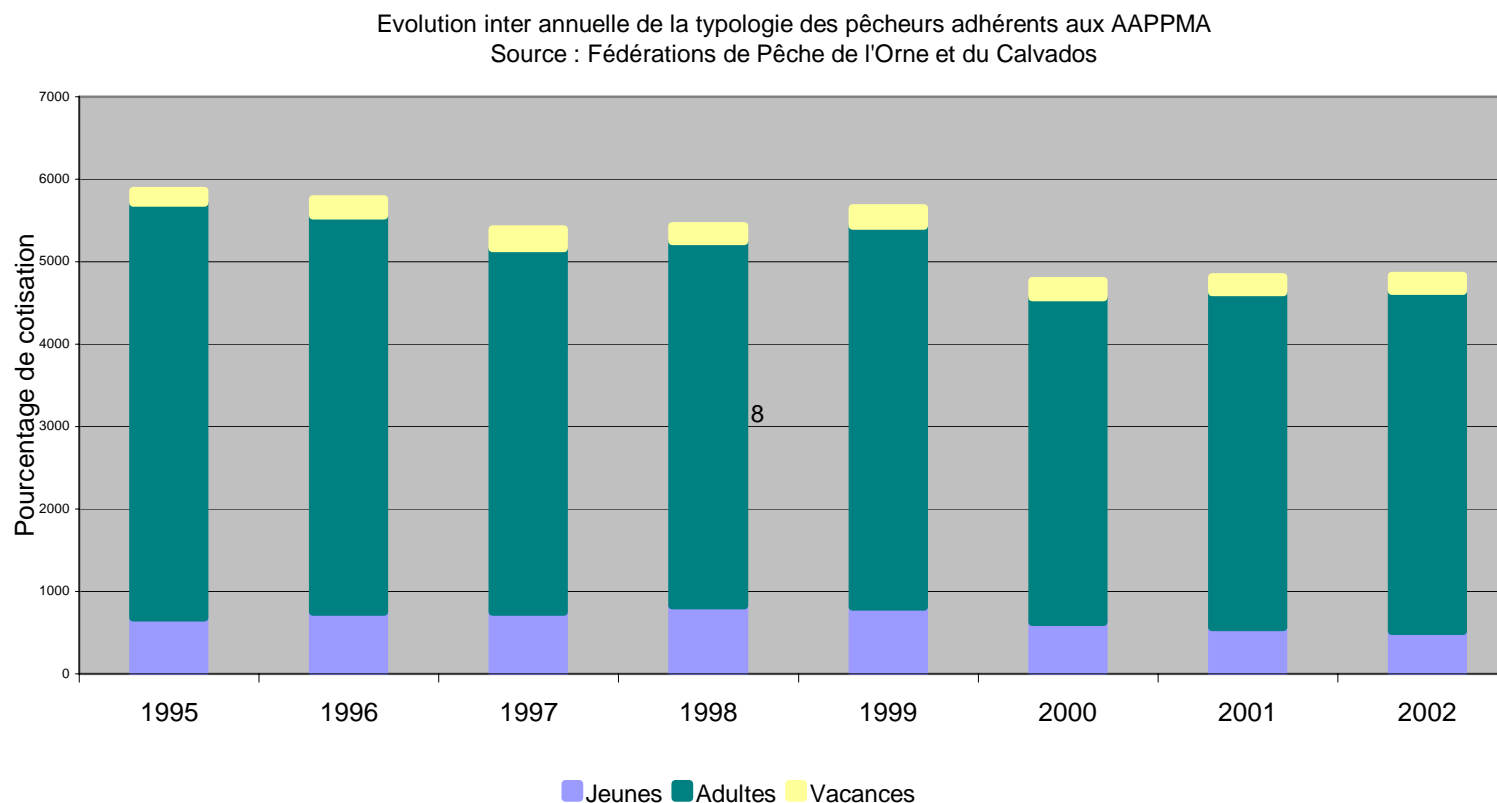
4.3.6. Arrêtés préfectoraux de protection de biotope

Sur le Noireau, l'Orne, le ruisseau de la Fontaine aux Hérons et la Baize, les travaux d'entretien normal dans le lit doivent être régulièrement effectués par les détenteurs du droit de pêche entre le 15 juillet et le 15 octobre et doivent être conçus de manière à préserver la nature des habitats aquatiques ; la pêche en marchant dans l'eau de l'ouverture jusqu'au 30 mai y est aussi interdite.

Les projets ponctuels et impératifs de travaux ou de restauration du lit sont soumis à autorisation sur les territoires couverts par les arrêtés. La carte n°2 présente les linéaires concernés.

4.4. Pratiquants et fréquentation

Les A.A.P.P.M.A. regroupaient **4 829 pêcheurs** adhérents en 2002. Si les pêcheurs adhérents aux A.A.P.P.M.A. locales pratiquent sur les parcours en gestion par les A.P.P.M.A. et les fédérations, ils sont coutumiers d'une **pratique sur l'ensemble des terrains où l'interdiction de pêcher n'est pas clairement identifiée**. Cette pratique est jugée répandue et banale sur le territoire du S.A.G.E.. Le **linéaire couramment pratiqué est donc très largement supérieur au linéaire en gestion par les A.A.P.P.M.A.** et les fédérations de Pêche, qui correspond plus à une réalité de gestion de baux de pêche qu'à une réalité de pratique de la pêche.



Sur le territoire ornais du S.A.G.E., une **diminution de 18% du nombre de taxes piscicoles acquittées en 1995 est enregistrée en 2002** (moins 1030 taxes acquittées en 7 ans). Le graphique ci-dessus indique que la pêche de loisir attire majoritairement des **pratiquants adultes** (les cotisations correspondantes représentent annuellement entre 81 et 86 % de l'ensemble des cotisations), **sans attirer réellement une pratique de tourisme pêche**.

Le nombre de cotisations acquittées au titre des cartes vacances reste constant et peu significatif (moins de 5% des cotisations acquittées) par rapport à l'ensemble des cartes cotisations. Le nombre de cartes acquittées pour de jeunes pêcheurs, entre 11 et 15% de l'ensemble depuis 1995, reflète une activité peu attractive pour le jeune public.

La situation, présentée à titre indicatif par département à **l'annexe n°2**, est relativement similaire dans l'Orne et le Calvados.

4.5. Lieu d'exercice

4.5.1. Réciprocité départementale et entente halieutique du grand ouest

Certaines associations agréées de pêche **mettent en commun leurs parcours de pêche** de manière à augmenter leur espace d'exercice : il s'agit de la réciprocité départementale. Sur le territoire du SAGE Orne moyenne, **4 des 5 AAPPMA du Calvados sont en réciprocité départementale** (18 sociétés à l'échelle départementale sont en réciprocité). Les 5 AAPPMA de l'Orne sont en réciprocité départementale.

Le principe de réciprocité peut s'appliquer à plusieurs départements par un système d'accords interdépartementaux : les 5 **AAPPMA ornaïses du SAGE, membres de l'Entente Halieutique du Grand Ouest** (EHGO), permettent à ce titre à leurs adhérents de pêcher dans cinquante autres départements du Grand Ouest, et réciproquement visent l'accueil d'une clientèle touristique sur leurs propres parcours.

4.5.2. Rivières en gestion

Sur le territoire du SAGE, un calcul approximatif basé sur le recensement du linéaire de cours d'eau et d'affluents des PDPG de l'Orne et du Calvados d'une part et sur les déclarations des Fédérations de Pêche et de certaines AAPPMA d'autre part, permet d'approcher **le linéaire des parcours associatifs et fédéraux : il est évalué à 26 % du linéaire total.**

Il est entendu mais non vérifiable que la pêche de loisirs ou sportive en rivière se pratique toute l'année sur l'ensemble du réseau hydrographique et sur les plans d'eau du territoire du S.A.G.E.. La [carte n°2](#) indique que les droits pêches concédés se situent majoritairement sur les cours principaux. Les cours d'eau de l'Orne, de la Rouvre, du Noireau et de la Vère sont les plus gérés. On note que plusieurs A.A.P.P.M.A. peuvent intervenir sur un seul sous bassin versant, ce qui ne facilite pas la gestion des milieux aquatiques à l'échelle d'unité hydrographique cohérente, telle que préconisée dans les plans de gestions piscicoles. Les parcours fédéraux se situent sur le cours principal de l'Orne et sur le territoire Calvadosien du S.A.G.E..

Le linéaire de cours d'eau en gestion par le monde associatif de la pêche en eau douce est présenté dans le tableau ci-dessous.

Sous bassin versant	Nombre de gestionnaires	Pourcentage du linéaire de sous bassin versant en gestion (cours principal et affluents)
Vère et affluents	1	33 % (81 % du cours de la Vère)
Druance et affluents	1	12 %
Noireau et affluents (sans la Vère et la Druance)	5	25 % (données de la Gaule Tinchebrayenne non comprises)
Rouvre et affluents	3	37% (données de la Fertoise non comprises)
Baize et affluents	1	7 % (22% du cours de la Baize)
Orne et affluents (Pont du Coudray à l'aval de la retenue de Rabodanges)	5 et les deux fédérations	28 % (49 % du cours de l'Orne)

Source : Fédérations de pêche de l'Orne et du Calvados, PDPG 14 et 61 et AAPPMA

4.5.3. Réserves de Pêche

Les réserves de pêche sont définies par arrêtés préfectoraux relatifs à la pêche en eau douce. Toute (y compris la ligne flottante) pêche y est interdite. Il s'agit de réserves spécifiques mises en place par les AAPPMA ou les fédérations. La F.D.P.P.M.A du Calvados dispose de 19 220 mètres linéaires de réserves (1^{ère} catégorie) sur des rus affluents de l'Orne.

4.5.4. Principaux plans d'eau* et retenues* pêchés

Sur le territoire du S.A.G.E., de nombreux plans d'eau sont **ouverts au public** pour l'exercice de la pêche de loisirs : leur nature est de type associative, communale, privée à but commercial ou sans.

Le type de pêche exercée sur les plans d'eau privés est familiale et/ou reste confidentiel ; ces plans d'eau sont par ailleurs trop nombreux pour être énoncés dans le document.

Les principaux plans d'eau cités dans le tableau ci-dessous et repérés sur la [carte n°2](#) ont été retenus dans le cadre de cet état des lieux car le nombre de pêcheurs s'y exerçant est jugé significatif en terme d'impact « Loisirs » par le Conseil Supérieur de la Pêche.

Plan d'eau / retenue	Département	Propriété/Gestion	Bassin
Tinchebray	61	AAPPMA de Tinchebray	Noireau
Sainte Honorine la Chardonne	61	Associative	Rouvre
Ville de Flers	61	Mairie	Vère
La Blanchardière (Flers)	61	AAPPMA La Flérienne	Vère
Etang de Landisacq	61	Privées	Noireau
Etang de l'Enclos	61	Privée en eaux libres/ gestion AAPPMA de Briouze	Rouvre
Etang de la Lande Forêt (Le Grais)	61	Privé/ gestion La Fertoise	Rouvre
Etang de Landigou	61	Privées	Rouvre
Etang des Petites Noës (La Chapelle aux Moines)	61	Privée en eaux libres/ gestion AAPPMA La Flérienne	Noireau
Etang des Petites Noës (La Chapelle aux Moines)	61	Privée/ gestion CE	Noireau
Etang du Bois André (La Carneille)	61	Privée/CE	Orne
Lac de retenue de Saint-Philbert-sur-Orne	61	Privé/EDF	Orne
Plan d'eau d'Athis de l'Orne	61	Communal	Rouvre
Plan d'eau du Traspy	14	Privé	Orne
Source de la Hère (Pierrefite)	14	Privé	Orne
Retenue de Pontécoulant	14	Ville de Condé-sur-Noireau	Druance

Source : Conseil Supérieur de la Pêche, brigades de l'Orne et du Calvados

Le **lac de Rabodanges** (2^{nde} catégorie piscicole) est un lac de retenue de **90 hectares**, établi sur l'Orne à l'amont direct du territoire du SAGE ; il constitue un intérêt majeur pour les pêcheurs (toutes techniques confondues). Il héberge une forte densité de poissons blancs, gardons, brèmes brochets et sandres. Les accès aux rives étant peu nombreux, la pêche s'y pratique essentiellement à partir d'embarcations.

Le **bassin de compensation de Saint-Philbert-sur-Orne** (2^{nde} catégorie) est situé à l'aval du lac de Rabodange sur le fleuve Orne ; c'est un bassin de **34 hectares**, accessible essentiellement par embarcation. Il fait l'objet d'un accord conclu entre les deux fédérations de pêche du Calvados et de l'Orne, pour permettre aux pêcheurs des deux départements d'y pêcher.

Le **plan d'eau du Traspy** (2^{nde} catégorie) est situé au fil d'un affluent de l'Orne sur la partie aval du territoire du SAGE ; ce plan d'eau de **2.5 hectares** est géré par l'Orne Fleurie.

La **retenue de Pontécoulant** (2^{nde} catégorie) est un plan d'eau de **7.5 hectares**, situé au fil de la Druance, géré par la Truite Condéenne.

La pêche est praticable de novembre à janvier dans le **marais du Grand Hazé** (2^{nde} catégorie) cette activité concernait 72 personnes pratiquant la pêche au brochet essentiellement lors de la saison 2002-2003 : le principal lieu de pêche du site est le plan d'eau situé devant l'observatoire.

Il existe un suivi des captures, rendu obligatoire dans le cadre du plan de gestion du Marais (Conseil Général de l'Orne) par la tenue d'un carnet de pêche.

La pratique du déversement de poissons en plans d'eau semble être par ailleurs très répandue.

4.5.5. Périodes de pratique

Elles sont **réglementées par arrêté préfectoral** sur l'année et la journée en fonction de la catégorie du cours d'eau, du type de pêche et des espèces pêchées dans un objectif de gestion durable des cycles de vie de certaines espèces et des stocks d'individus. Il n'existe pas de parcours « Carpe de nuit » sur le secteur.

Sur les **rivières et plans d'eau de 1^{ère} catégorie**, la pêche est ouverte du 2^{ème} samedi du mois de mars au 3^{ème} dimanche de septembre : ces dates sont fixées par arrêté préfectoral. La fédération de pêche du Calvados estime que 90% des pêcheurs fréquentent les rivières pendant trente journées, à partir de l'ouverture, et que le nombre diminue ensuite à 40% jusqu'à la fermeture.

Sur les **rivières et plans d'eau de 2^{ème} catégorie** (seule l'Orne est classée), la pêche est ouverte toute l'année : ces dates sont fixées par arrêté préfectoral. La Fédération de pêche du Calvados estime que 60% des pêcheurs qui acquittent la taxe piscicole exercent en 2^{ème} catégorie. Les périodes de fréquentation maximum se situent de mai à septembre, puis en décembre et janvier (pêche aux carnassiers).

Catégorie	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1 ^{ère}												
2 ^{ème}												

Exercice
 Prolongation Truite de mer

Source : Fédération pour la Pêche et la Protection du milieu aquatique de l'Orne et du Calvados

Les périodes préférentielles de pratique de la pêche sont énoncées par bassin dans le tableau ci-dessous : les **week-end et les jours fériés sont les jours les plus attractifs**. La **période estivale** est la plus fréquentée. Sur les cours d'eau de 1^{ère} catégorie, les pics de fréquentation sont aussi observés en **période d'ouverture**.

Lieux d'exercice	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
ORNE (2 ^{ème} cat.)												
ORNE (1 ^{ère} cat.)												
Noireau ^e												
Rouvre												
Baize												
Fréquentation :	<div> <div></div> Fermeture <div></div> Faible <div></div> Moyenne <div></div> Pic </div>											

Source : Fédération pour la Pêche et la Protection du milieu aquatique de l'Orne et du Calvados

4.5.6. Type de pêche

En 1^{ère} catégorie les pratiquent courantes sont la **pêche aux appâts naturels** (vers, insectes) et **au lancer** (leurres artificiels) : il s'agit de **pêche itinérante**. La **pêche à la mouche** se pratique essentiellement sur le cours principal des principaux affluents telles que la Rouvre, le Noireau et la Druance.

En 2^{ème} catégorie, la **pêche au coup** est la pratique courante à poste fixe. Le nombre maximum de canne autorisé est de quatre. La distance de pêche moyenne depuis la rive est de 10 à 20 mètres, selon la technique utilisée. Les carnassiers se pêchent aux poissons morts ou vifs et au lancer ; dans ce dernier cas, la pêche est itinérante et pratiquée depuis la rive.

4.5.7. Activités et équipements connexes : aménagement des sites, écoles de pêche, promotion du tourisme pêche

Les **parcours de pêche en place restent peu aménagés**. Il n'existe **pas de parcours sportifs** sur le territoire. Le balisage (parcours et route) est précaire sur une grande partie des cours d'eau, certains secteurs bénéficient d'aménagements de zones de parking. Un parcours a été spécifiquement aménagé sur la Rouvre à l'attention des **pratiquants handicapés**.

Il existe une **école fédérale de pêche agréée** dans le Calvados ; Dans l'Orne, la Fédération de pêche met à disposition un **guide de pêche diplômé d'Etat**, dispensant des stages de découverte de la pratique de diverses techniques de pêche, de l'initiation au perfectionnement. La Fédération est aussi dotée d'un **centre d'initiation et de découverte appelé "Maison de la Rivière et du Paysage"**, basé à Ségrie-Fontaine dont elle est copropriétaire avec l'A.A.P.P.M.A. "La Flérienne".

Les équipements et outils de communication existants et recensés à ce jour sont les suivants :

- **1 point info Pêche** à la Maison de la Rivière et du Paysage de Ségrie-Fontaine (61) ;
- **9 gîtes agréés « Gîte de pêche »** mais ouverts à tout public à proximité du cours de l'Orne dans le Calvados ;

4.5.8. Partenariats

L'Agence de l'Eau Seine Normandie apporte son soutien financier entre autres opérations aux projets visant à favoriser le bon fonctionnement et la qualité des écosystèmes aquatiques et à promouvoir leur valorisation.

Le Conseil Régional de Basse Normandie participe à la préservation et à la reconquête du patrimoine piscicole au travers d'opérations liées à la restauration et d'entretien de cours d'eau, au rétablissement de la circulation des poissons migrateurs, à la création ou à la mise en valeur de parcours publics de qualité et au développement du tourisme pêche. Il soutient l'animation (Maison de l'Eau et de la Rivière) et favorise l'assistance technique aux porteurs de projets dans ces différents domaines (C.A.T.E.R. de Basse-Normandie).

Les Conseils Généraux de l'Orne et du Calvados et la Direction Régionale de l'Environnement de Basse Normandie apportent des financement aux opérations d'entretien et de restauration des rivières.

La Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières de Basse-Normandie est une association dont l'objectif est d'assister les collectivités locales et halieutiques dans le montage de projet de restauration, d'entretien de cours d'eau ou de mise en valeur des usages, et plus largement dans le cadre d'opérations liées à la rivière et aux milieux aquatiques. Le financement du fonctionnement de cette cellule est assuré par l'Agence de l'Eau, les Départements, la Région et les Fédérations de pêche des départements du Calvados, de l'Orne et de la Manche.

Les Collectivités locales sont parfois maîtres d'ouvrage de travaux d'aménagement, de restauration et d'entretien de cours d'eau pouvant intégrer des aménagements de passages pour les pêcheurs ou d'ouvrages infranchissables à la migration des poissons.

4.5.9. Grandes problématiques d'exercice

Les contraintes identifiées par les pratiquants de le cadre de l'exercice de la pêche de loisirs cette activité sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Qualité des milieux	Contraintes d'exercice
<ul style="list-style-type: none">○ Faiblesse des stocks d'espèces piscicoles○ Altération de la qualité de l'eau notamment en période d'étiage○ Diminution des habitats et des zones de frayères	<ul style="list-style-type: none">○ Accessibilité à la rivière et entretien des berges○ Manque de balisage et information○ Autres usages simultanés des berges ou du cours d'eau

4.5.10. Perspectives de développement de l'activité pêche

Le développement de la pêche du saumon est une perspective énoncée par certains acteurs locaux. Une étude de la Fédération de Pêche du Calvados évalue la **ressource potentielle exploitable en saumon atlantique à 1 250 saumons adultes par an** sur le bassin de l'Orne (sur la base des capacités physiques d'accueil du cours d'eau). La mise en œuvre effective des mesures des plans départementaux de gestions piscicoles par les fédérations de pêche doit permettre une diminution des perturbations et assurer ainsi le maintien durable d'une population de saumons sur l'Orne.

Le Conseil Général de l'Orne, le Comité Départemental de Tourisme de l'Orne et la Fédération de l'Orne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques ont travaillé en partenariat à la mise en œuvre d'un **Schéma de Développement du Tourisme Pêche**. Ce schéma permet d'appréhender les perspectives de développement du tourisme pêche sur le territoire ornais du S.A.G.E.. Il définit trois secteurs emblématiques sur le territoire du S.A.G.E., dans lesquels, aux termes de la mise en œuvre du schéma, les pêcheurs pourront disposer de **bonnes conditions d'exercice** sur des secteurs aménagés, entretenus et balisés, et retrouver des espèces patrimoniales et des parcours spécifiques :

- la retenue de Saint-Philbert-sur-Orne (perspectives de développement de parcours pour la pêche à la « carpe de nuit »),
- les gorges de Saint Aubert sur l'ORNE (perspectives de développement et de valorisation d'un parcours « Mouche avec graciacion ») ;
- la Rouvre (perspectives de développement de parcours de pêche à la mouche)

En résumé

Sur le territoire du SAGE, la pêche de loisir semble être essentiellement **pratiquée par des pêcheurs locaux** ou provenant des départements voisins. La **filière tourisme pêche n'est pas encore bien organisée**. Cependant, le niveau d'informations communiquées ne permet pas de caractériser finement la fréquentation pour mieux décrire l'activité. Le **nombre de pratiquants est en décroissance**.

Si des données statistiques relatives à la vente des cartes de pêche permettent de mieux connaître les pratiquants, **l'emprise territoriale de l'activité reste difficile à caractériser** : les linéaires à disposition des associations sont approximativement connus et difficiles à cartographier, la négociation des baux de pêche fait souvent l'objet d'accords écrits mais pas systématiquement. Il est entendu mais non vérifiable que la pêche de loisirs ou sportive en rivière se **pratique toute l'année sur l'ensemble du réseau hydrographique et sur les plans d'eau**.

L'activité pêche bénéficie d'un **partenariat diversifié**, à la fois technique et financier, pour monter des projets de gestion mais aussi de développement.

5. Activités nautiques

5.1. Canoë-kayak sportif ou de loisirs

La pratique du canoë-kayak constitue l'**activité locale la plus attractive**. Sa pratique sportive ou de loisir est un des **pôles d'attraction touristique** du territoire du S.A.G.E., de la vallée de l'Orne et plus généralement de la Suisse Normande.

5.1.1. Réglementation spécifique

Le canoë-kayak et ses disciplines associées relèvent en tant que sports nautiques des règlements généraux de la navigation et, pour la sécurité, des arrêtés du 4 mai 1995, du 8 décembre 1995 modifié par l'arrêté du 19 février 1997 et du 4 août 2000, fixant les modalités d'encadrement et les conditions d'organisation et de pratique dans les séjours de vacances déclarés et dans les centres de loisirs sans hébergement habilités de certaines activités physiques et sportives.

L'article 51 de la loi 2000-627 du 6 juillet 2000 relative à l'organisation et à la promotion des activités énonce que « les sports de nature s'exercent dans des espaces ou sur des sites et itinéraires qui peuvent comprendre des voies et terrains du domaine public ou privé, ainsi que des cours d'eau domaniaux et non domaniaux ». L'Orne sur le territoire du SAGE Orne moyenne entre dans la catégorie des cours d'eau non domaniaux.

D'après l'article 52, une commission départementale relative aux sports de nature, placée sous l'autorité du Conseil Général doit proposer un plan départemental des espaces, sites et itinéraires, des conventions et l'établissement de servitudes (...). Cette commission doit être consultée pour tout projet d'aménagement ou de mesure de protection de l'environnement pouvant avoir une incidence sur les sports de nature.

5.1.2. Principaux acteurs

Les Directions Régionale et départementales de la Jeunesse et des Sports de Basse-Normandie constituent l'administration déconcentrée du Ministère du même nom dont dépendent les activités nautiques encadrées.

Les Comités départementaux de canoë-kayak du Calvados et de l'Orne, comme toute autre fédération sportive, ont le pouvoir d'organiser et de promouvoir la pratique de leur discipline. Ils participent à l'exécution d'une mission de service public. A ce titre, ils sont notamment chargés de promouvoir l'éducation par les activités physiques et sportives, de développer et organiser la pratique du canoë-kayak, d'assurer la formation et le perfectionnement de ses cadres bénévoles et de délivrer les licences et titres fédéraux.

Les clubs affiliés aux fédérations sportives exercent les activités pour lesquelles la fédération a reçu la délégation du pouvoir de l'Etat.

5.1.3. Acteurs locaux

Neuf structures font le dynamisme de cette activité : quatre structures associatives (clubs et bases de loisirs) proposent, selon leurs équipements, des activités variées, de la simple location de matériel aux stages avec encadrement, cinq prestataires privés de location d'embarcations sont situés à Clécy. Les **organismes locaux d'animation et d'encadrement de l'activité canoë-kayak** sont listés dans le tableau ci-dessous.

Les **capacités d'encadrement** varient selon la période (embauche saisonnière) et selon le public (activité sportive au sein des clubs et activités « commerciales » avec les bases) : il est difficile d'estimer cette donnée.

Structure	Capacité équipement	Capacité d'encadrement	Nombre de salariés	Nombre d'emplois saisonniers
Centre de plaine nature de Clécy	200 personnes	100 personnes	6	9 et 10 vacataires en été
Kayak club de Thury-Harcourt	150 personnes	100 personnes	3	2
Base de plein air de Pont d'Ouilly	200 personnes	100 personnes	7	3
Club de Ségrie-Fontaine	50 personnes	0	0	0
TOTAL	1 200 personnes	300 personnes	16 personnes	15 personnes

En 2002, les 3 structures associatives du Calvados et 3 des prestataires privés organisent depuis 1997 leur activité au sein de l'**association « Suisse Normande canoë »**. Elles définissent conjointement un code de conduite commun, une charte de fonctionnement et une stratégie de promotion de l'activité dans la Vallée de l'Orne

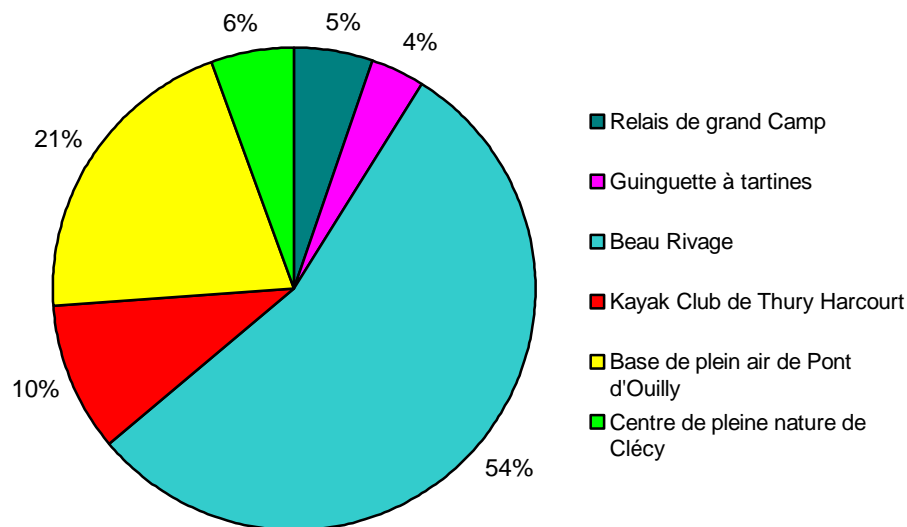
5.1.4. Pratiquants et fréquentation

A l'échelle nationale, la Fédération Française de canoë-kayak compte 100 000 adhérents et 1 million de pratiquants. En 2002, les adhérents répartis sur 9 clubs étaient 479 dans le Calvados (496 en 2003) et 252 (même chiffre en 2003) sur le territoire du SAGE (bases nautiques de Pont d'Ouilly, Thury-Harcourt, Clécy) : la donnée ornaise ne nous a pas encore été communiquée (Fédération Française de Canoë-kayak, 2002).

L'Association Suisse Normande Canoë regroupe la totalité des prestataires locaux de location de canoë-kayak et la totalité des prestataires d'encadrement de l'activité : les chiffres permettant d'estimer la fréquentation de cette activité dans le présent document sont issus des statistiques établies par cette association sur l'activité de ses membres.

La graphique ci-dessous souligne l'importance de cette activité pour les **prestataires privés locaux** (relais du grand Camp, « Beau Rivage » et « Guinguette à Tartine ») qui ont assuré **63% des descentes 2003** : l'activité n'est pas localement qu'une activité de sportifs et d'adhérents à la Fédération : elle attire un plus large public, autour d'une **activité de loisirs et touristique**.

Répartition du nombre de descentes assurées en 2003 par les structure
adhérant à l'association Suisse Normande Canoë
Source Association Suisse Normande Canoë



En **2002**, **20 000 descentes en canoë-kayak** ont été effectuées sur le fleuve à l'échelle du territoire du S.A.G.E. via l'une des structures adhérent à l'Association Suisse Normande Canoë, soit à titre indicatif **222 pratiquants par kilomètre de parcours identifiés**. Les données **2003** portent à **41 658 descentes**, le nombre de descente effectuées dans ce cadre.

Les structures associatives constatent sur le terrain deux catégories de pratiquants :

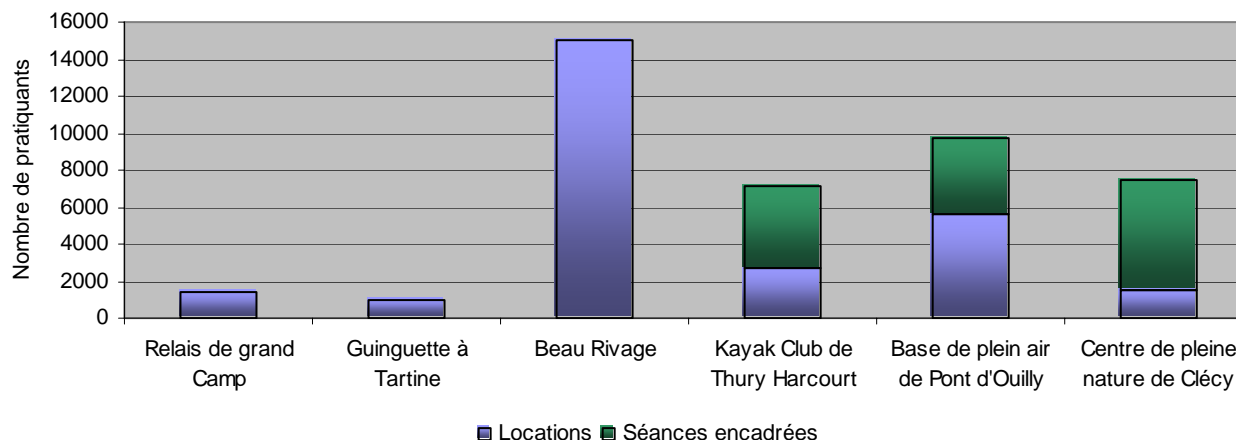
- les **pratiquants sensibilisés aux recommandations de sécurité et de comportement** : localement, les pratiquants non sensibilisés ont la possibilité d'être encadrés (structures de Pont d'Ouilly, Clécy, Thury-Harcourt voir graphique suivant) ou simplement informés de ces recommandations lorsqu'ils naviguent grâce à un membre de l'Association Suisse Normande Canoë ;
- les **pratiquants non encadrés et non sensibilisés** : l'eau est libre d'accès à tous, pourvu que l'on dispose d'une embarcation. Les acteurs locaux déplorent les comportements parfois négatifs et difficilement maîtrisables de ces pratiquants minoritaires (accostage sur parcelles privés, dégradations, non ramassage de déchets), véhiculant une image préjudiciable à l'activité qu'ils valorisent.

En **2003**, **35% des descentes** ont été effectuées **avec encadrement**.

Fréquentation 2003 de l'activité canoë-kayak dans les structures de l'association Suisse

Normande Canoë

Source Association Suisse Normande Canoë



La pratique du canoë kayak est donc localement accessible à des pratiquants sportifs confirmés et au grand public pour le loisir. Les premiers sont attirés par la technicité de la Rouvre et des gorges de l'Orne, notamment en période de hautes eaux et les bassins spécifiques de kayak polo, de descente, de slalom et la course en ligne. Les seconds naviguent sur l'Orne notamment en période plus estivale.

Des équipements d'hébergement connexes permettent actuellement d'accueillir les pratiquants. La difficulté d'accueillir des pratiquants locaux est par ailleurs soulignée par les associations, de même que le défaut d'accompagnement d'athlètes de haut niveau, ceci principalement par manque de moyens.

5.1.5. Lieux d'exercice

La carte n°3 montre que le canoë-kayak est pratiquée en rivière :

- **sur le cours principal de l'Orne :**
 - du lac de Rabodanges au Pont de la Forêt-Auvray (8 Kilomètres) **lors des lâchers d'eau** consentis par E.D.F. ;
 - de Pont d'Ouilly au Pont du Coudray (environ 45 kilomètres) **d'avril à octobre** ;
- **sur le cours principal du Noireau** de Condé-sur-Noireau à Pont d'Ouilly (environ 14 kilomètres) **de novembre à avril** quand le niveau d'eau est suffisant ;
- **sur le cours principal de la Rouvre** de Crasménil à Ménil-Hubert-sur-Orne (Rouvrou) (environ 18 kilomètres) **de novembre à avril** quand le niveau d'eau est suffisant.

Le territoire bénéficie d'un linéaire de **75 kilomètres de parcours en rivière** et des **plans d'eau artificiels de Condé-sur-Noireau et du Traspy** à Thury-Harcourt.

Les piscines de Condé-sur-Noireau et Thury-Harcourt sont aussi utilisées pour l'apprentissage des manœuvres de secours en cas de chavirage et pour la pratique du kayak-polo (équimautage). Certains **barrages au fil de l'Orne sont interdits de franchissement par les embarcations** par arrêté préfectoral ; les canoës doivent être débarqués puis remis à l'eau pour contourner ces obstacles.

5.1.6. Périodes d'activité

Sauf **interdiction par arrêté préfectoral ou municipal** (pour pollution accidentelle notamment), le canoë-kayak de loisir se pratique généralement **d'avril à octobre sur les parcours de l'Orne**. La **Rouvre et le Noireau** sont navigables **après de fortes pluies**, sur une période assez brève **de novembre à avril selon les années**. Leur descente propose une technicité sportive appréciée.

Les membres de l'Association Suisse Normande se sont engagés en 1999 à respecter durant la saison (du 15 juin au 15 septembre) des **restrictions d'horaires de pratique sur certains sites** (sauf sites franchisés) **pour concilier les usages** et notamment satisfaire au partage de l'usage de la rivière avec les pêcheurs.

En été 2003, en conséquence à la situation d'étiage sévère, le parcours de descente entre Pont d'Ouilly et Clécy a été fermé et les structures de locations ont d'abord envoyé leurs pratiquants sur d'autres parcours puis la suspension des descentes en location a été décidée à compter du 15 août 2003. Le **tableau ci-dessous sera précisé (quantification de la fréquentation et jours concernés) et complété lors du diagnostic en fonction des tronçons, et du type de pratique (occasionnelle, sportive)**.

Lieux d'exercice	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Orne												
Noireau ^e												
Rouvre												
PE ¹ Condé												
PE Traspy												
Fréquentation	Inexistante		1 fois par mois		1 fois par semaine			3 fois par semaine et +				

Par ailleurs, lors des lâchers d'eau consentis par EDF dans les **gorges de l'Orne** et lorsque les conditions hydrologiques le permettent sur la **Rouvre**, la canoë-kayak devient un véritable atout touristique régional grâce à la venue de pratiquants chevronnés, majoritairement adhérents de clubs. Près d'un **millier de personnes peut être attiré en basse saison** (de novembre à avril).

¹ Plan d'eau

5.1.7. Activités

Les sites du S.A.G.E. permettent la **pratique en eau vive sportive et de loisirs**. Les structures associatives proposent une diversité de pratiques sportives ou de loisir. Il ne faut pas négliger la proximité **d'autres clubs du Calvados et de l'Orne** et d'autre part la proximité de la mer diversifiant les activités (kayak de mer, wave ski* par exemple).

Clubs	Course en ligne*	Slalom*	Kayak polo*	Descente sportive	Raft Hot Dog	Randonnée	Hébergement	Autres activités
Ségrie Fontaine		•		•		•	Gites d'étapes à proximité (Bréel , Saint Philbert ,Ménil Hubert)	
Pont d'Ouilly		•••	•••	•	•	•••	Gites (61 lits)+camping+cuisine	VTT, tir à l'arc, escalade
Clécy		•			•	•••	Gite (80 lits) : restauration en cours + point accueil + cuisine	Escalade, VTT, course d'orientation, tir à l'arc, découverte nature
Thury Harcourt	•	••	•••		•	•••	Camping + gite	Tir à l'arc, VTT

Source FFCK • pratique ponctuelle •• pratique régulière ••• pratique intense

Les bases de plein air accueillent tout public de passage en proposant des **stages d'initiation, de perfectionnement ou de formation des cadres**, encadrés par du personnel diplômé et permettant l'acquisition d'un savoir-faire technique. Les cadres, salariés ou (majoritairement) bénévoles adhérents assurent la sécurité du public et le développement pédagogique de l'activité.

Les structures associatives appliquent un **code de bonne conduite et une politique de sensibilisation** des pratiquants du canoë kayak promus par la FFCK, agréée par les Ministères des sports et de l'Ecologie et du Développement Durable.

5.1.8. Activités connexes

Le dynamisme des acteurs de cette activité permet l'organisation connexe de **manifestations ponctuelles** d'ampleur locale, nationale voir internationale, notamment concernant la **pratique du Kayak Polo***. Certaines de ces manifestations sont organisées régulièrement depuis plusieurs années. Plus localement, la **fête de l'escalade** et le **week-end de la randonnée et des sports en Suisse Normande** sont l'occasion de valoriser localement aussi l'activité kayak.

Certaines des manifestations sportives sont dépendantes des **lâchers d'eau au niveau du barrage de Rabodanges** : un calendrier prévisionnel est négocié annuellement entre la FFCK et EDF.

Le site naturel et touristique de la Suisse Normande est un atout privilégié qui permet aux clubs de valoriser la pratique du canoë-kayak en l'associant à d'autres activités nature d'ores et déjà accessibles dans la Vallée de l'Orne (VTT, escalade, canoë kayak, tir à l'arc, course d'orientation, sensibilisation à l'environnement). Certains clubs proposent directement ces **activités annexes** (centre de pleine nature Lionel Terray de Clécy, kayak club de Thury-Harcourt, base de plein air de Pont d'Ouilly), d'autres organisent des partenariats avec les structures existantes.

5.1.9. Partenariat

Les structures associatives locales ne disposent **pas de moyens suffisants pour développer leur activité** comme elles le souhaiteraient : l'aménagement d'équipements sécurisant la pratique ou permettant de la dynamiser ne peut être envisagé qu'au travers d'un partenariat technique et financier avec notamment les collectivités locales. Sur certains secteurs (CDC de la Suisse Normande sur l'Orne, CDC du Pays de Falaise, CDC du Bocage d'Athis sur la Rouvre), les collectivités locales se portent maîtres d'ouvrage pour la réalisation de travaux ou d'opérations de communication subventionnées.

Sur le territoire du S.A.G.E., des collectivités locales s'engagent aux côtés des clubs et associations pour réaliser des **aménagements spécifiques visant à promouvoir une pratique du canoë-kayak sécurisée et respectueuse de l'environnement** (signalétiques, informations, sensibilisation, aires d'embarquement et de débarquement).

Pour ces opérations, les structures intercommunales de l'Orne peuvent bénéficier des **aides du Conseil Général** (30 % du montant HT des dépenses liées aux aménagements, balisages et plus généralement au guidage des pratiquants) : en collaboration avec le Foyer rural de Pont d'Ouilly, le Comité Départemental de canoë-kayak de l'Orne et le Comité Régional de canoë-kayak de Basse Normandie, la Communauté de Communes du Bocage d'Athis a pris en charge la maîtrise d'ouvrage d'une **opération de valorisation d'un parcours sur la Rouvre**, ayant bénéficié au titre de la sensibilisation d'un financement de 50 % du montant TTC des dépenses.

5.1.10. Grandes problématiques rencontrées

Qualité sanitaire	Contraintes d'exercice
<ul style="list-style-type: none"> o Leptospirose (quelques cas recensés) o Pollutions accidentelles* 	<ul style="list-style-type: none"> o Franchissement et entretien des barrages o Obstacles naturels, entretien de cours d'eau et des berges o Niveau d'eau pour parcours d'eau vive non maîtrisé

Les acteurs locaux signalent qu'ils **participent bénévolement à l'entretien ponctuel des cours d'eau** en dégagant les cours principaux des obstacles à la pratique de leur exercice sur leurs parcours pour assurer la **sécurité des pratiquants** et favoriser l'exercice de l'activité. Cette donnée reste difficilement quantifiable au regard des informations mises à disposition.

La Communauté de Communes de la Suisse Normande et la Communauté de Communes du Bocage d'Athis sont maîtres d'ouvrage de **travaux d'entretien des berges de l'Orne** pour la première et de la Rouvre pour la seconde ; les deux collectivités locales sont dans ce cadre amenées à intervenir sur des sites de pratique du canoë-kayak et favoriser ainsi le exercice de l'activité. Les acteurs locaux de l'activité canoë-kayak soulignent cependant la nécessité de **motiver davantage les collectivités territoriales** dans ce domaine.

Concernant les ouvrages, il paraît nécessaire de dresser un bilan avec les acteurs et experts locaux permettant de **diagnostiquer plus finement le niveau d'équipement et d'intérêt de chaque ouvrage**. Une étude a d'ores et déjà été menée par l'association Suisse Normande Canoë : ce travail pourrait être réalisé en phase de diagnostic, sur la base d'une grille d'évaluation validée collégialement, appliquée à l'ensemble des usages concernés par la présence des ouvrages. Le développement de la filière nautique dans le département du Calvados devrait par ailleurs permettre d'avancer dans ce domaine sur le territoire calvadosien du S.A.G.E.. Le plan d'actions départemental ne se limite pas au nautisme sur le littoral, il concerne aussi les rivières et les plans d'eau.

5.1.11. Perspectives de développement

La [carte n°3](#) présente un premier avant-projet des **aménagements jugés nécessaires par les acteurs locaux** pour favoriser leur activité :

- Aménagement de certains barrages présentant des difficultés de franchissement (7 barrages concernés)
- Aménagement de 3 aires de débarquement /embarquement
- Développement de l'activité d'eau vive sur l'Orne : création de deux bassins d'eau vive (sous le barrage de Thury-Harcourt et face au Centre de Clécy) et d'un bassin de slalom (centre de Clécy)
- Après l'accueil des **championnats de France de Kayak-polo en 2002** à Thury-Harcourt, 1 000 participants et 25 pays sont attendus pour les **championnats d'europe de kayak Polo en 2007** sur le plan d'eau du Traspy.

5.2. Navigation et canotage

La navigation n'est pas développée et peu organisée sur l'Orne : la mise à l'eau d'embarcations motorisées est issue d'initiatives de particuliers, à des fins de loisirs (pêche par exemple). Le canotage est fréquemment associé à une activité touristique de location en bordure de l'Orne.

5.2.1. Réglementation spécifique liée à l'eau

L'[article L.214-13 du Code de l'Environnement](#) énonce que le Préfet peut réglementer voire interdire la circulation des embarcations à moteur sur tout ou section d'un cours d'eau non domanial sur avis des services chargés de la Police de ce cours d'eau, pour motif de sécurité, de salubrité ou à la demande du riverain lorsqu'il subit un préjudice dans la jouissance de ces droits.

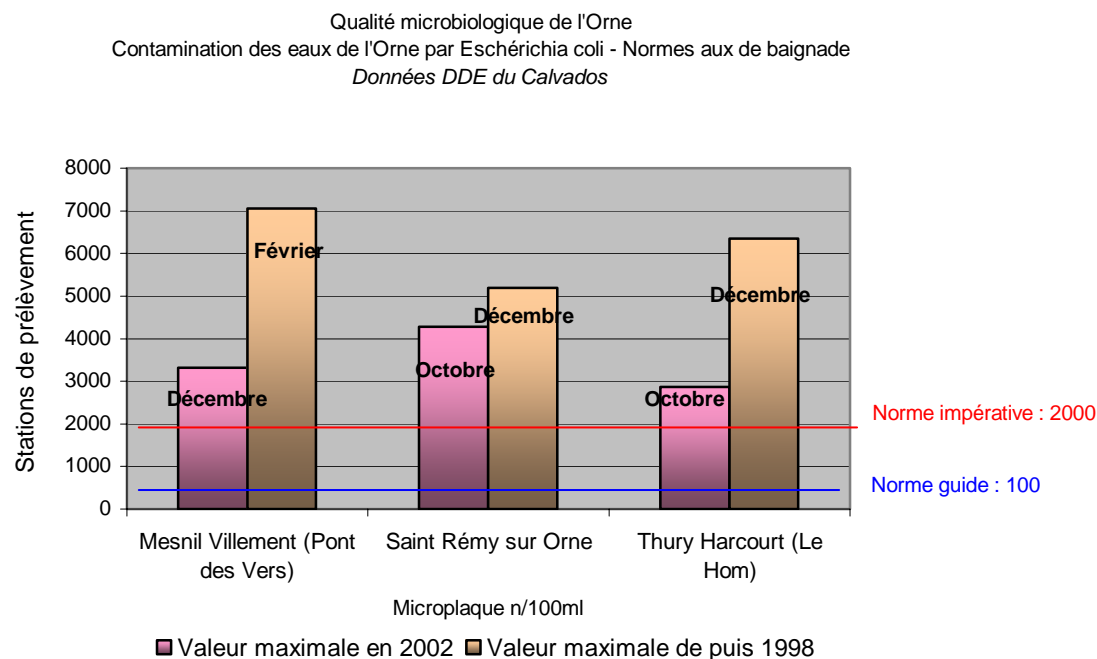
5.2.2. Locations d'embarcations et guinguettes sur l'Orne

Certains secteurs du territoire du S.A.G.E. sont marqués d'une tradition de guinguettes, installées au bord de l'Orne majoritairement sur le site de Clécy et Pont d'OUILLY. 7 établissements privés proposent une double activité de restauration souvent rapide et de location d'embarcations (pédalos, barques, canoë) : trois de ces établissements font partie de l'Association « Suisse Normande Canoë ».

5.3. Baignade

La **baignade dans l'Orne est interdite** par arrêté préfectoral, au regard du non respect des exigences de qualités microbiologiques* relatives à cet usage. Cette information est portée à connaissance du public par affichage de l'arrêté dans les mairies. Même si non représentée localement, cette activité constitue cependant une problématique transversale aux activités imposant ponctuellement un contact direct avec l'eau. Les acteurs locaux de la pratique du canoë-kayak jugent que ce point ne concerne pas leur activité et souhaitent le souligner.

A titre indicatif, on constate sur le graphique suivant que les 3 points de suivi de la qualité sanitaire des eaux de l'Orne présentent au moins ponctuellement des **pics de contamination très largement supérieurs aux normes exigées pour la qualité des eaux de baignade**, fixées par décret n°81-324 du 7 avril 1981 transcrivant la Directive européenne 76/160CEE du 8 décembre 1976.



L'interprétation du graphique précédant doit être prudente car les prélèvements ne sont pas effectués selon la fréquence d'échantillonnage conforme à la réglementation. On peut cependant souligner que selon les sites, **15 à 23 % des prélèvements effectués révèlent une valeur supérieure à la valeur de la norme impérative.**

En résumé ...

Les activités nautiques sont précisément localisées sur les **cours de l'Orne, de la Rouvre et du Noireau.**

Si la **baignade est interdite dans l'Orne**, les **activités nautiques de glisse** sont très présentes notamment en période estivale. Le chiffre de 222 personnes au kilomètre de parcours en 2002 est éloquent : il illustre d'une part l'**importance économique locale** de cette activité en milieu rural et d'autre part, la **nécessité d'aménager correctement les cours d'eau concernés** (balisage, aires d'accès à l'eau, franchissement sécurisé, promotion des bonnes pratiques, etc.) afin de garantir la **sécurité des pratiquants** et la **protection des milieux aquatiques sollicités.**

6. Chasse* au gibier d'eau

Cette activité n'est que sommairement décrite : sa représentation à l'échelle du territoire du SAGE nécessite des données que nous n'avons pas à ce jour collectées.

6.1. Principaux acteurs

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage est un établissement à caractère administratif, sous la tutelle des ministères chargés de la chasse et de l'agriculture, implanté dans tous les départements. Il accomplit des **missions de police de la chasse** et de l'environnement, réalise des études et recherches sur la faune sauvage et ses habitats et conduit des actions de développement : il contribue à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle des mesures de gestion par la chasse, destinées à préserver la faune sauvage et ses habitats et compatibles avec les autres activités humaines.

Les Fédérations départementales de l'Orne et du Calvados des chasseurs (FDC) participent à la **mise en valeur du patrimoine cynégétique**, à la protection de la faune sauvage et de ses habitats. Cette action se traduit par **l'élaboration d'un schéma départemental de gestion cynégétique** applicable pour 5 ans. Elles contribuent à prévenir les dégâts de gibier et assurent leur indemnisation. Elles forment les chasseurs et les gestionnaires de territoire et coordonnent les activités des différentes associations de chasse agréées de leur département.

La Fédération régionale des chasseurs regroupe l'ensemble des FDC de la région administrative et en assure la représentation au niveau régional. Le préfet de région consulte la fédération régionale avant de fixer les orientations régionales en matière de gestion de la faune sauvage et d'amélioration des habitats. Les associations spécialisées de chasse sont invitées à participer aux travaux de ces fédérations régionales. Chaque fédération départementale des chasseurs élabore un **plan de gestion (Schéma de Gestion Cynégétique Approuvé)** en liaison avec les orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats, élaborés par les DIREN avec l'appui technique de l'ONCFS. Ce schéma est approuvé par le préfet et s'impose ensuite aux gestionnaires des territoires de chasse du département. Il intègre les orientations des plans de chasse.

Les Associations de Chasse Communale Agréées (ACCA) regroupent le droit de chasse sur les propriétés de la commune dont la superficie est inférieure à un certain seuil variant de 20 à 60 ha d'un seul tenant. En contrepartie, les propriétaires des parcelles peuvent, à leur convenance, adhérer à l'ACCA et chasser sur tout son territoire. Ces ACCA sont créées après une enquête publique, sont agréées par le préfet et sont placées sous sa tutelle.

Les Groupements d'Intérêt Cynégétiques sont des associations regroupant les détenteurs de droit de chasse en vue de la gestion en commun d'une ou plusieurs espèces de faune sauvage ou d'un territoire. Toutefois, chaque territoire demeure autonome pour la chasse.

6.2. Réglementation spécifique liée à l'exercice de la chasse

La loi chasse du 28 juillet 2000 adapte la législation française aux directives européennes des 2 avril 1979 et 21 mai 1992 . Elle remodèle l'organisation de la chasse en France en redéfinissant les compétences respectives de l'administration et des associations. Elle intègre le **droit de la chasse dans le droit de la protection de la nature**, en particulier par le biais de la gestion des territoires et des espèces chassables et légalise enfin certaines pratiques coutumières propres à la chasse du gibier d'eau (Loi du 30 juillet 2003).

6.2.1. Droit de chasse

En France, le droit de chasse est, comme le droit de pêche, un droit d'usage lié au droit de propriété. Il peut être réglementé par la loi dans l'intérêt général. Ce droit peut être accordé par un propriétaire ou un détenteur de droit de chasse, à une personne déterminée de chasser sur une propriété. Ce droit ne peut être ni loué, ni transmis à un tiers, car il matérialise la relation personnelle existant entre le titulaire du droit de chasse et la personne autorisée à chasser. Notons qu'un fermier est titulaire du droit de chasser sur les terres agricoles qu'il loue.

6.2.2. Chasse du gibier d'eau à partie de postes fixes

La chasse au gibier d'eau à partir de poste fixes * est régie par le texte de la loi chasse du 26 juillet 2000.

6.2.3. Chasse du gibier d'eau de nuit

L'article L 224-4-1 du Code Rural relatif à la Chasse de nuit au gibier d'eau stipule que la chasse de nuit ne peut être exercée que dans un département où elle est traditionnelle. Dans l'Orne et le Calvados comme dans tous les départements autorisés, les postes fixes et leur déplacement sont soumis à l'autorisation du Préfet : les propriétaires doivent les avoir déclarées au préfet avant le 1er janvier de l'année et à la DDAF contre un récépissé dont doivent être porteurs les chasseurs de nuit pratiquants du poste. La déclaration d'un poste engage son propriétaire à tenir à jour un registre des captures qu'ils transmettent au préfet et à participer à l'entretien **l'entretien des plans d'eau et des parcelles attenantes de marais et de prairies humides** sur lesquels la chasse du gibier d'eau est pratiquée sur ce poste.

6.2.4. Réglementation spécifique liée aux zones humides

Un arrêté du 21 mars 2002 **interdit à compter de 2005 l'emploi de cartouches en plomb dans les zones humides littorales** (domaine public maritime), les marais non asséchés et les lacs, étangs et nappes d'eau.

6.2.5. Lieux d'exercice

La chasse au gibier d'eau est pratiquée sur le Marais du Grand Hazé : le nombre total de chasseurs est estimé entre 30 et 45 avec un pic à l'ouverture (jusqu'à 75 personnes).

6.2.6. Périodes d'exercice

La période de chasse, pour la plupart des espèces chassables en France, **commence un des dimanches de septembre pour se terminer le dernier jour de février**. Dans le Calvados, la loi adoptée le 19 juin par l'Assemblée nationale prévoit l'ouverture de la chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs le troisième samedi de juillet.

Le gibier d'eau peut être chassé légalement :

- **deux heures avant l'heure de lever du soleil** et jusqu'à **deux heures après l'heure de son coucher** : c'est la chasse à la passée du gibier d'eau (à moins de 30 mètre d'un marais ou d'un plan d'eau) ;
- **de nuit à partir de postes fixes** dans les deux départements.

L'Article R224-6 du Code rural permet au ministre chargé de la chasse, de fixer des dates **déroatoires d'ouverture et de fermeture de la chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs**, par arrêté publié au moins vingt jours avant la date de sa prise d'effet et de l'autoriser ainsi avant la date d'ouverture générale et jusqu'à celle-ci, en zone de chasse maritime, sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé.

En conclusion

L'usage de l'eau douce à des fins de loisirs et/ou de tourisme ne génère **pas directement d'importants rejets** à l'échelle du territoire.

Les **infrastructures d'accueil des pratiquants** (hébergement, restauration,...) et certains équipements plus importants comme les centres aquatiques ou les terrains de golfs génèrent des **effluents dont la maîtrise est nécessaire** notamment lorsqu'ils se situent **en bordure de rivière**. Les zones de **concentration de ces équipements** sont localisées essentiellement **au bord de l'Orne** au niveau des communes de Thury-Harcourt, Clécy et Pont d'Ouilly.

Le **niveau de description des activités reste très inégal** : les données à disposition ne sont pas du même ordre d'une activité à l'ordre.

En matière d'usage ludique et touristique de l'eau, le S.A.G.E. devra s'intéresser à l'impact et à la **préservation d'un écosystème aquatique équilibré** d'une part et d'autre par au **mode de partage du cours de la rivière et de ses berges** entre les différentes catégories d'usagers.

Le diagnostic des usages et de la qualité de l'eau permettra d'évaluer les interactions entre la **localisation**, les **caractéristiques** et les **perspectives de développement** de pratique de ces usages de loisirs et leur conciliation avec les autres catégories d'usage du bassin d'une part, et l'**état qualitatif et quantitatif de la ressource en eau et des milieux aquatiques** (alimentation en eau potable, agriculture, industrie ,etc.) d'autre part.

ANNEXES

Annexe n°1 : Linéaires de cours d'eau en gestion par les AAPPMA

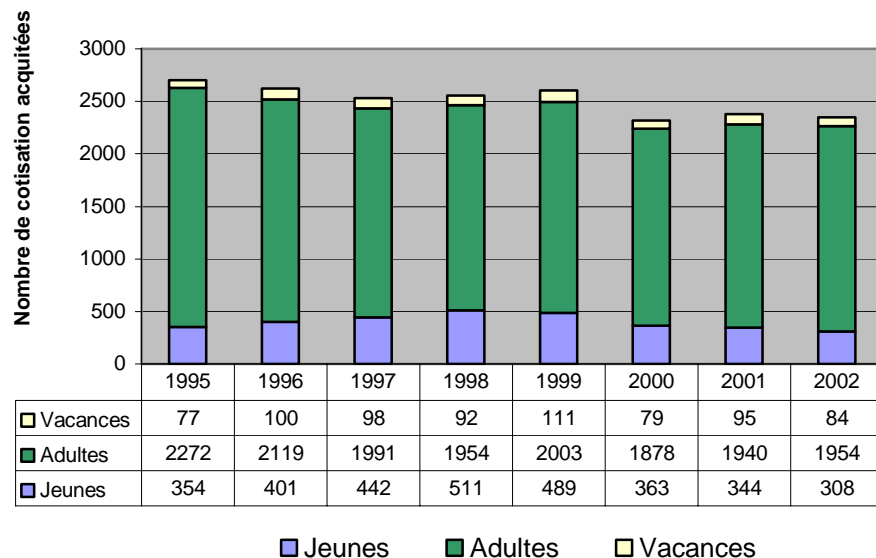
Sous bassin versant	AAPPMA	Parcours sur le cours principal en ml	Parcours sur les affluents en ml	Total ml
Orne (Pont du Coudray à Rabodanges) et affluents	Union Gaule et Gardon Caennais	7 500,00		7 500,00
	Orne Fleurie	10 000,00	8 500,00	18 500,00
	Suisse Normande	12 400,00		12 400,00
	Pêcheurs de Pont d'Ouilly	4 000,00		4 000,00
	Fédération de pêche du Calvados	18 000,00	7 000,00	10 635,00
	Total	54 900,00	15 500,00	70 400,00
Druance et affluents	Truite condéenne*	35 000,00 (Druance, Tortillon)	?	45 000,00
	Total	35 000,00	?	35 000,00
Noireau et affluents (sans la Vère et la Druance)	La Flérienne	30 000,00	30 000,00	60 000,00
	Pêcheurs de Pont d'Ouilly	1 500,00	0	1 500,00
	Vallée du Noireau	?	?	6 500,00
	Truite condéenne*	10 000,00	?	10 000,00
	La Gaule Tinchebrayenne	?	?	?
	Total	?	?	?
Vère et affluents	La Flérienne	30 000,00	40 000,00	70 000,00
	Total	30 000,00	40 000,00	70 000,00
Rouvre et affluents	La Flérienne	40 000,00	30 000,00	70 000,00
	La Gaule Briouzaine	15 000,00	90 000,00	80 000,00
	Total	55 000	123 000	178 000,00
Baize et affluents	Pêcheurs de Pont d'Ouilly	10 000,00		10 000,00
	Total	10 000,00		10 000,00
TOTAL SAGE ORNE MOYENNE		?	?	

Source : Fédération de Pêche de l'Orne et du Calvados, AAPPMA, PDPG 14 et 61

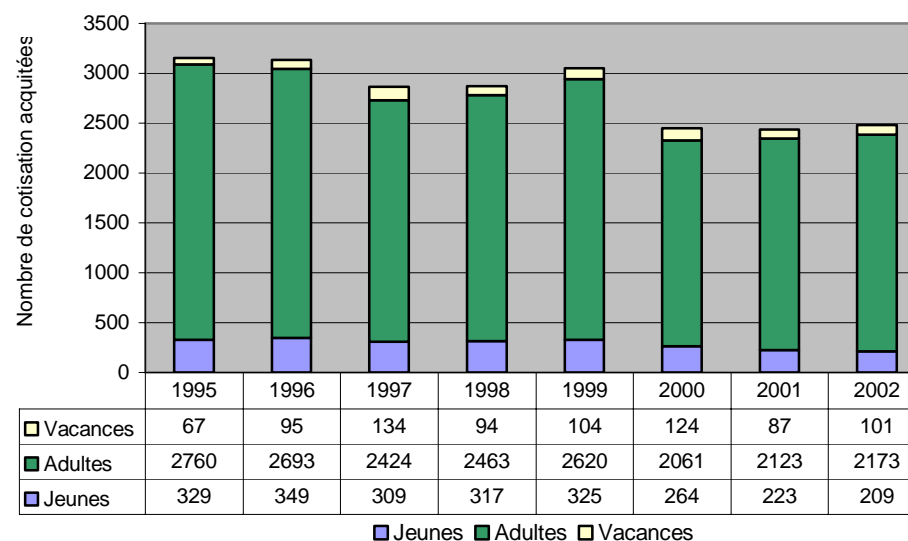
* site <http://www.calvados-peche.org>

Annexe n°2 : Evolution typologique et des effectifs de pêcheurs

Evolution 1995-2002 de la typologie et des effectif des adhérents
aux AAPPMA du territoire ornais du SAGE



Evolution 1995-2002 de la typologie et des effectif des
adhérents aux AAPPMA du territoire calvadosien du SAGE



Source : Fédération de Pêche de l'Orne et du Calvados,

GLOSSAIRE

A

Altération d'un milieu aquatique : Modification de l'état d'un milieu aquatique ou d'un hydrosystème, allant dans le sens d'une dégradation. Les altérations se définissent par leur nature (physique, ionique, organique, toxique, bactériologique,...) et leur effet (eutrophisation, asphyxie, empoisonnement, modification des peuplements,...). Le plus souvent, ces altérations sont anthropiques mais peuvent aussi être d'origine naturelle.

Arrêté de biotope : Arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale des sites, il tend à favoriser sur tout ou partie du territoire d'un département la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales et végétales à protéger. Les listes ont été fixées en application de divers arrêtés interministériels : à titre indicatif, on peut citer les poissons migrateurs, le brochet, l'écrevisse à pieds blancs et la loutre ainsi que les plantes rares nécessitant une protection.
(Article R211-12 du Code Rural (Loi du 10/07/76), Décret 77-1295 du 25/11/77, Arrêté Ministériel du 08/12/88)

B

Bassin versant : Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie.

Aussi dans un bassin versant, il y a continuité :

- longitudinale, de l'amont vers l'aval (ruisseaux, rivières, fleuves)
- latérale, des crêtes vers le fond de la vallée
- verticale, des eaux superficielles vers des eaux souterraines et vice versa.

Les limites sont la ligne de partage des eaux superficielles.

Berge : La berge matérialise la partie hors d'eau de la rive ; elle est caractérisée par sa forme transversale (berge en pente douce, berge abrupte,...), sa composition (sableuse,...), sa végétation,...

C

Chasse (loi du 26 juillet 2000) : Tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la capture ou la mort de celui-ci. Le fait de faire acte de chasse est réservé aux seuls titulaires du permis de chasser valable pour le lieu de chasse et l'année en cours.

Course en ligne (kayak) : Activité de glisse pratiquée sur le mode sportif ou de loisir, sur un plan d'eau calme avec neuf couloirs balisés, neuf adversaires en opposition directe, une accession à la finale après passage par des éliminatoires, un bateau effilé et instable pour aller vite et droit. L'objectif est de passer la ligne d'arrivée avant les autres.

Cours d'eau domaniaux : Entrent dans cette catégorie, tous les cours d'eau du Domaine Public fluvial :

- les cours d'eau inscrits dans la nomenclature des voies navigables ou flottables ;
- les lacs navigables ou flottables ;
- les cours d'eau rayés de la nomenclature, mais maintenus dans le domaine public fluvial ;
- les cours d'eau domaniaux concédés par l'Etat pour leur entretien et usage à des collectivités locales.

Ils sont soumis au régime général de droit public.

Cours d'eau non domaniaux : Entrent dans cette catégorie, tous les autres cours d'eau ne faisant pas partie du Domaine Public

Ils sont soumis au régime général de droit privé.

D

Déclaration d'utilité publique (DUP) : (voir aussi Utilité publique) Acte administratif reconnaissant le caractère d'utilité publique à une opération projetée par une personne publique ou pour son compte, après avoir recueilli l'avis de la population à l'issue d'une enquête d'utilité publique. Cet acte est en particulier la condition préalable à une expropriation (pour cause d'utilité publique) qui serait rendue nécessaire pour la poursuite de l'opération ;

Descente en ligne : Pratique de loisir ou sportive, sur des parcours situés sur une portion de rivières d'environ cinq kilomètres avec des passages d'eaux vives, pratiquée sous forme de course sur des cours d'eau dont le débit est naturel ou, de plus en plus régulé par des lâchers d'eau. Cette discipline se pratique également en courses courtes sur les mêmes parcours que le slalom et en courses longues du type marathon. Elle cherche aussi à produire des formes de bateau qui soient intermédiaires entre le loisir et la compétition.

E

Eaux douces superficielles : Toutes les eaux stagnantes et les eaux courantes à la surface du sol en amont de la limite des eaux douces. (Définition Directive 2000/60/CE du 23/10/2000)

Eaux de baignade : Eaux ou parties de celles-ci (zone d'un plan d'eau,...), douces, courantes ou stagnantes, ainsi que l'eau de mer, dans lesquelles la baignade est

- soit expressément autorisée par les autorités compétentes dans la mesure où elles satisfont à des normes européennes,
- soit n'est pas interdite et habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs.

La surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les DDASS suivant les décrets n° 81-324 et 91-980 pris en application de la directive CEE/76/160. Toutes les eaux "pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit" sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes test de contamination fécale. L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point une classe :

- A = bonne qualité, conforme,
- B = qualité moyenne, conforme,
- C = pollutions momentanées, non conforme,
- D = mauvaise qualité, non conforme.

Echelles à poissons : Terme ancien désignant un dispositif destiné à permettre le franchissement d'un ouvrage hydraulique par les poissons migrateurs, principalement de l'aval vers l'amont ; on parle plutôt de passe à poissons pour désigner un aménagement adapté à certaines espèces exigeantes ou à plusieurs types de comportement migratoire.

Le "régime des échelles à poisson" vise les ouvrages soumis aux obligations découlant du classement au titre de l'article L232-6 du code rural.

Eclusées : Volume d'eau lâché à partir d'un ouvrage hydraulique (ouverture d'une porte d'écluse, turbinage d'eau stockée dans un barrage réservoir...) et se traduisant par des variations de débits brusques et artificielles.

Eaux usées domestiques : Eaux contenant des matières polluantes d'origine domestique produites par l'activité quotidienne des ménages (eaux de vaisselle, de lavage, de WC, de salle de bain, de cuisine...)

Entretien de cours d'eau : Ensemble des actions courantes et régulières visant à conserver d'une part les potentialités de l'écosystème : biotope, habitat et reproduction des espèces ; écoulement des eaux dans certains tronçons ; divagation du lit ; filtration des eaux, et d'autre part à satisfaire les usages locaux (navigation, loisirs, pêches, paysages,...) et à protéger les infrastructures et les zones urbanisées.

H

Halieutique : Qualifie toutes les activités relevant de la pêche sous toutes ses formes, professionnelle ou de loisirs, en eau douce ou marine.

K

Kayak Polo : Sport collectif avec des compétitions régionales, nationales et internationales) au carrefour du basket, du water polo ou du football américain, qui se pratique sur une surface aquatique de jeu de 35 m par 20 m équipée de deux buts : deux équipes de 5 joueurs se disputent un ballon qu'ils peuvent jouer à la main ou à l'aide de la pagaie.

M

Milieu aquatique : Ensemble des conditions de vie particulières dans l'eau. Le milieu aquatique est généralement décrit par : les êtres vivants qui en font partie, la nature du lit, des berges, les caractéristiques du bassin versant, le régime hydraulique, la physicochimie de l'eau... et les interrelations qui lient ces différents éléments entre eux.

P

Passe à canoë : Dispositif construit sur les ouvrages transversaux en rivière (seuils, petits barrages) et destiné à permettre le passage des canoës sans discontinuité entre l'amont et l'aval de l'ouvrage (glissière à canoë).

Passe à Poissons : Dispositif implanté sur un obstacle naturel ou artificiel (barrage) qui permet aux poissons migrateurs de franchir ces obstacles pour accéder à leurs zones de reproduction ou de développement. On distingue des dispositifs de montaison et de dévalaison. D'autres équipements de franchissement parfois assimilés à des passes à poissons sont par exemple des ascenseurs à poisson, des écluses particulières et échelles à poissons.

Plan d'eau : Etendue d'eau artificielle ou naturelle, située soit en barrage d'un cours d'eau, en dérivation d'un cours d'eau, en retenue collinaire (donc alimentée par la pluie), alimentée par une nappe.

Le département du Calvados ne disposait pas d'inventaire des plans : la CLE a lancé spécifiquement un inventaire pour l'élaboration de l'état des lieux du SAGE orne aval-Seulles.

La mission a été confiée à la Fédération du Calvados pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatique. La méthodologie retenue fut la suivante :

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur : le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Poissons migrateurs : Poissons qui se déplacent périodiquement entre leur zone de reproduction et leurs zones de développement (lieu de vie des juvéniles et des adultes). Certaines espèces vivent alternativement en eau douce et en eau de mer (poissons amphihalins) ; on les appelle "grands migrateurs".

Police (des eaux de la pêche des installations classées) : Activité réglementaire exercée par le préfet et caractérisée par un système d'autorisation ou de déclaration préalable ayant pour objet de contrôler et organiser l'exercice de certaines activités ou certains travaux dans un souci de maintien de l'ordre public.

Poste fixe : Poste matérialisé, construit de la main de l'homme, même sommairement, qui permet de fixer le chasseur à un point donné pendant l'action de chasse. Sont des postes fixes les huttes, tonnes ou gabions, les palombières, les pylônes, les miradors de chasse. etc. Ne sont pas des postes fixes les jetées des ports, l'arbre au milieu de la plaine, le poteau téléphonique à la croisée de deux chemins, etc.

Q

Qualité microbiologique : Etat de l'eau caractérisé par un niveau de présence de microorganismes (virus, bactéries, protozoaires,...) pouvant induire un risque sanitaire plus ou moins grand.

R

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Retenue : masse d'eau retenue en amont par un barrage ; sur une rivière canalisée, une retenue équivaut à un bief.

Restauration de cours d'eau : Intervention visant à retrouver un état de référence initial généralement lié à des objectifs d'usage particuliers (restauration d'un paysage, d'une capacité d'écoulement "vieux fonds - vieux bords" etc.). La restauration est souvent motivée par l'absence prolongée d'entretien d'un milieu dont le fonctionnement est donc "altéré" au regard de l'état antérieur régulièrement entretenu pour tel ou tel objectif d'usage (cas classique des rivières aménagées au fil de l'eau par divers seuils ou moulins progressivement abandonnés).

S

Schéma départemental de vocation piscicole (SDVP) : Document départemental d'orientation de l'action publique en matière de gestion et de préservation des milieux aquatiques et de la faune piscicole. Il est approuvé par arrêté préfectoral après avis du Conseil Général. Il dresse le bilan de l'état des cours d'eau et définit les objectifs et les actions prioritaires.

Slalom en eau vive : Activité sportive qui se pratique sous forme de compétition ou de loisir en utilisant des embarcations particulières adaptées à la pratique de parcours I situés sur des rivières variables selon le niveau de la compétition et sur des bassins artificielles. Le but consiste à parcourir le plus rapidement possible un parcours en eau vive d'environ 400 mètres en respectant des passages obligés signalés par des portes à descendre (portes vertes) et des portes à remonter (portes rouges).

Sous-bassin : Toute zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, de fleuves et éventuellement de lacs vers un point particulier d'un cours d'eau (normalement un lac ou un confluent). (Définition Directive 2000/60/CE du 23/10/2000)

U

Utilité publique (voir aussi DUP) : Intérêt général au nom duquel l'Etat confère un avantage (reconnaissance d'utilité publique) ou impose une sujétion (servitude d'utilité publique, expropriation pour cause d'utilité publique).

Usages de l'eau (Définition Directive 2000/60/CE du 23/10/2000) :

- a) le captage, la distribution et la consommation d'eau de surface ou d'eau souterraine;
- b) le rejet de polluants dans les eaux de surface ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées dans des installations qui effectuent ensuite des rejets dans les eaux de surface;
- c) toute autre utilisation d'eau de surface ou d'eau souterraine susceptible d'influer de manière sensible sur l'état des eaux.

Z

Zones humides : Terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. Ces zones sont des espaces de transition entre la terre et l'eau (ce sont des écotones). Comme tous ces types d'espaces particuliers, ils présentent une forte potentialité biologique (faune et flore spécifique) et ont un rôle de régulation par l'écoulement et l'amélioration de la qualité des eaux.

W

Wave ski ou kayak surf : Embarcation type kayak spécifique ayant les caractéristiques d'une planche de surf permettant de glisser sur l'avant de la vague et d'y exécuter des figures. Les sites de pratiques sont forcément les mêmes que ceux du surf, sur les vagues littorales.